



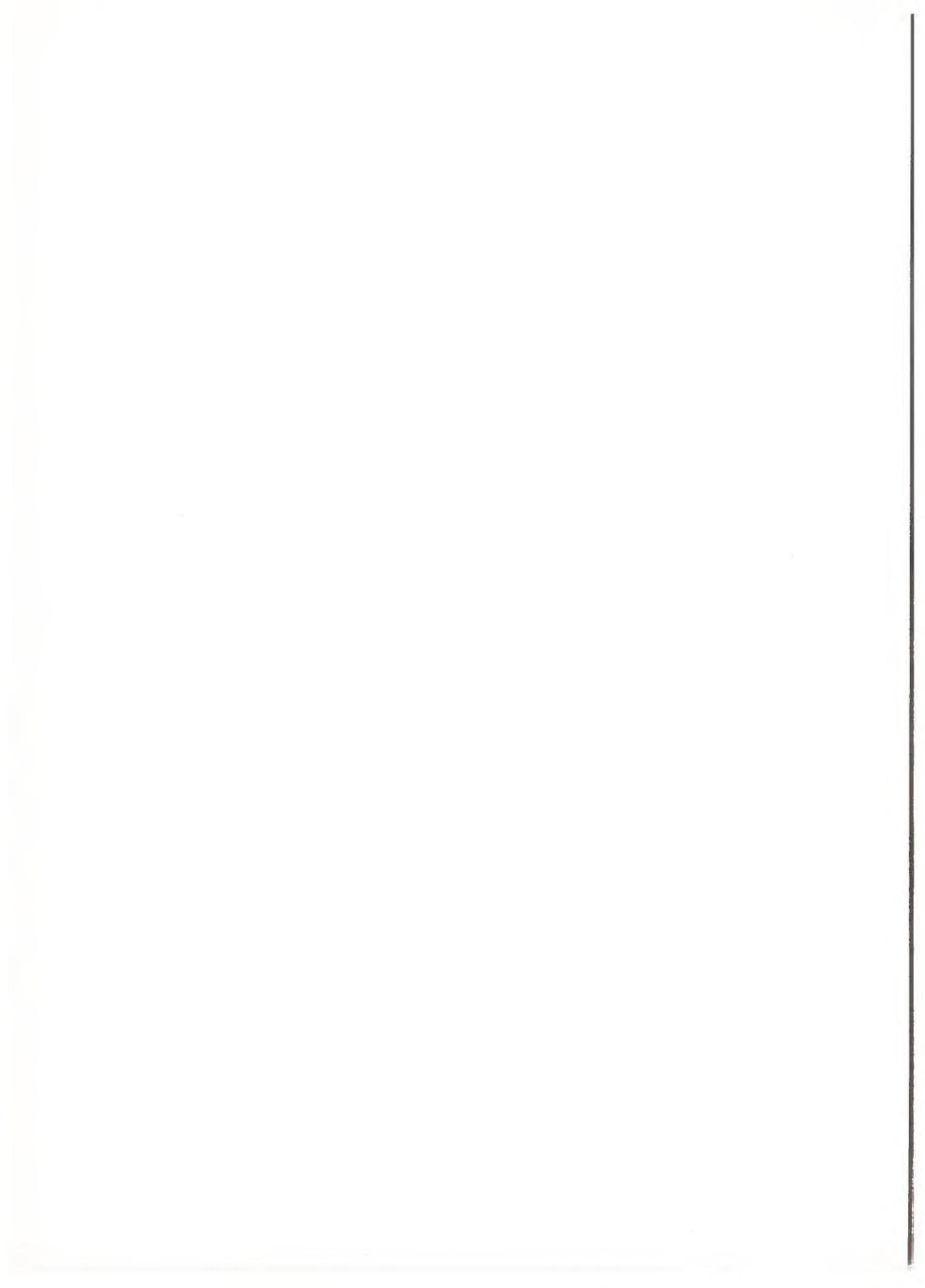
CANADA

FÉVRIER 1960

commerce extérieur



SITUATION EN EXTRÊME-ORIENT



commerce extérieur

Fondé en 1904

OTTAWA, le 13 FÉVRIER 1960

Vol. 107, N° 2

Couverture

Une jeune Japonaise cueille des mandarines, un des principaux fruits de son pays et un important produit d'exportation vers la Canada. De tous les pays d'Extrême-Orient visés par le présent numéro, le Japon est celui qui fait le plus d'affaires avec le Canada. Sa part de notre commerce avec cette région est de 75 p. 100 pour les exportations et de 60 p. 100 pour les importations.



C A N A D A

-
- 2 Commerce du Canada avec l'Extrême-Orient . . . aperçu général de notre commerce avec cette région l'an dernier, suivi d'un bref résumé à l'égard de chaque secteur en particulier.**
- 4 Situation commerciale en Extrême-Orient . . . étude, du point de vue du Canada, du commerce des pays ci-après énumérés:**
- | | |
|--|--|
| 4 Japon | 23 Sarawak, Nord-Bornéo, Brunei |
| 9 Corée du Sud | 25 Thaïlande |
| 11 Hong-Kong | 27 Birmanie |
| 13 Chine communiste | 29 Indonésie |
| 16 Sud Viet-nam, Cambodge, Laos | 30 Philippines |
| 20 Fédération de Malaisie | 32 Formose |
| 22 Singapour | |
- 34 Règlements visant les importations et les changes en Extrême-Orient . . . résumé à l'intention des exportateurs désireux de connaître les règlements commerciaux en vigueur dans cette région.**
- 37 Services maritimes entre le Canada et l'Extrême-Orient . . . tableau commode préparé par la Division du transport et des services commerciaux du Ministère.**
-

39 Règlements douaniers et commerciaux

Publié tous les mois par le ministère du Commerce.
L'hon. GORDON CHURCHILL, ministre.

Prière d'envoyer tous les abonnements et commandes à: L'imprimeur de la Reine, Imprimerie du gouvernement, Ottawa. Prix: \$2 par année au Canada, \$5 à l'étranger, 20c l'unité.

Tout extrait de la présente revue peut être reproduit librement, mais on est prié de mentionner "Commerce extérieur" comme source.

COMMERCE DU CANADA AVEC L'EXTRÊME-ORIENT

La situation du commerce s'étant améliorée dans la plupart des pays de l'Extrême-Orient, nos exportations vers cette région ont vraisemblablement atteint en 1959 le chiffre de 1957. Les principaux produits en cause ont été les céréales, les métaux, les minéraux, la pâte et le papier.

M. W. D. WALLACE, *Division de l'Asie et du Moyen-Orient.*

UNE amélioration des conditions économiques, jointe à la convertibilité du sterling et d'autres monnaies européennes, a permis à plusieurs pays de l'Extrême-Orient d'accroître sensiblement leur commerce extérieur l'an dernier. Le Canada a bénéficié de cet essor, particulièrement de celui du Japon. Lorsque la statistique aura été recueillie, elle indiquera probablement que nos ventes ont atteint, ou presque, le record de 183 millions de dollars établi en 1957. Pour ce qui est de nos achats, le chiffre de 111 millions à la fin des neuf premiers mois laisse prévoir pour l'année un total sans précédent de 147 millions.

Dans le tableau qui accompagne cet article le Japon est au premier rang de nos fournisseurs et de nos clients. Au cours de l'année, ce pays a accru sa part de notre commerce avec cette région en achetant 75 p. 100 de nos exportations et en nous vendant 69 p. 100 de nos importations. Les Philippines demeurent toujours notre deuxième débouché, suivies de près par Hong-Kong. La Chine communiste, qui n'a acheté ni blé ni farine du Canada l'an dernier, est descendue au septième

rang. Comme sources d'approvisionnement, la Malaisie et Singapour viennent immédiatement après le Japon et sont suivis de Hong-Kong et de la Chine communiste.

Du point de vue de la composition, nos exportations vers l'Extrême-Orient n'ont guère changé au cours de l'année dernière. Elles comprennent toujours, par ordre de valeur, du blé, de l'orge, de la graine de lin, de la graine de colza, du minerai de fer, du cuivre, de l'aluminium, des fibres d'amiante, de la pâte et du papier et des engrais chimiques. A cela s'ajoute une grande variété d'autres produits dont la valeur est toutefois relativement faible.

Voici un résumé succinct de nos échanges avec les divers pays de l'Extrême-Orient.

Birmanie.—Malgré une amélioration sensible de sa situation commerciale au cours de l'an dernier, la Birmanie a encore besoin d'aide étrangère. Ce pays, où le prix joue un grand rôle, a toujours offert un certain débouché, assez modeste il est vrai, aux produits canadiens. En ce moment, les perspectives d'accroissement des ventes sont encourageantes. Il y aurait lieu, semble-t-il, d'explorer surtout la possibilité de vendre de faibles

quantités de matières premières, de certains aliments, de biens de consommation et d'outillage industriel.

Bornéo septentrional, Sarawak et Brunei.—Le commerce du Canada avec le Bornéo septentrional, Sarawak et Brunei est très restreint. En dépit de la convertibilité du sterling et d'autres monnaies européennes et de l'atténuation des restrictions à l'importation qui en est résultée, le volume de nos échanges n'a guère changé. Nos exportations comprennent surtout des machines, des moteurs à essence et certains aliments. La majeure partie du commerce se fait par l'entremise d'agents établis à Singapour, ville reconnue comme la meilleure voie d'accès à tout ce marché.

Chine communiste.—De janvier à novembre 1959, nos ventes à la Chine communiste ont fléchi à 1.6 million de dollars, de 7.8 millions qu'elles avaient atteints en 1958. L'écart a résulté de l'absence d'achats chinois de blé et de farine canadiens l'an dernier. Ces deux produits mis à part, nos exportations n'ont guère varié en importance par rapport à celles de 1957 et de 1958 et ont compris surtout du nickel affiné, des tiges de cuivre, du magnésium, des appareils scientifiques, du matériel d'hôpital et

des produits chimiques et pharmaceutiques. D'autres produits canadiens, dont quelques-uns en quantités importantes, sont parvenus en Chine communiste en passant par des pays tiers; le chiffre de nos exportations globales est considérablement accru de ce fait. Nos importations en provenance de la Chine ont probablement été de l'ordre de 4.8 millions, soit presque autant qu'en 1957 et 1958, et ont compris principalement des noix, des arachides, des pelleteries non apprêtées et des produits en coton. Le commerce extérieur de la Chine communiste demeure orienté dans une proportion de 70 à 75 p. 100 vers les pays du bloc soviétique. Le reste se fait avec d'autres pays de l'Extrême-Orient et avec l'Occident, notamment le Royaume-Uni, l'Allemagne occidentale et la France. Le débouché offert aux produits canadiens est restreint mais il semble devenir un peu plus varié, ce qui est de bon augure pour le chiffre de nos exportations.

Corée du Sud.—La Corée du Sud est toujours économiquement tributaire de l'aide étrangère. Celle-ci ayant fléchi en 1959, les importations et le cours de la monnaie locale en ont subi un contre-coup. Toutefois, les ventes canadiennes, notamment d'engrais chimiques et de fibres synthétiques, ont dépassé le chiffre de 1958. Pour 1960, les perspectives semblent favorables à l'égard de produits comme la pâte de bois, le soufre et la potasse.

Formose.—La majeure partie du commerce extérieur de Formose est orientée vers le Japon et les États-Unis. Le Japon occupe la première place comme acheteur et comme fournisseur, avec une proportion de près de 50 p. 100 dans le premier cas et de plus de 50 p. 100 dans le second. Grâce à leurs divers programmes d'aide, les États-Unis fournissent à l'île près de 25 p. 100 des produits dont elle a besoin. L'an dernier, les ventes du Canada à Formose ont été d'environ 1.3 million de dollars et ont compris en particulier de la pâte de bois, de l'amiante, des métaux communs et des résines synthétiques. Ses achats ont été les plus considérables des quatre dernières années; les principaux produits en cause ont été le contre-plaqué, le thé, les ananas en boîte et les coiffes et formes.

Hong-Kong.—Au cours de 1959, le commerce du Canada avec Hong-Kong s'est beaucoup accru; la statistique révélera peut-être un chiffre sans précédent de 12 millions de dollars. Hong-Kong étant un grand centre de commerce d'entrepôt pour plusieurs pays de l'Extrême-Orient, divers produits achetés du Canada sont réexportés. Les perspectives de vendre des produits canadiens à Hong-Kong ne sont pas uniformes. Dans le cas des produits ouverts, la concurrence s'intensifie de la part d'autres pays industriels, alors que dans celui des matières premières et des produits mi-ouverts, l'industrie secondaire croissante de l'île offre

aux fournisseurs canadiens des débouchés de plus en plus intéressants, dont l'importance véritable dépendra du succès des exportateurs de Hong-Kong dans la vente de leurs produits finis.

Indonésie.—En Indonésie, les affaires sont demeurées au ralenti en 1959 et les autorités ont dû recourir à certaines réformes monétaires ainsi qu'à de nouvelles restrictions aux importations. Nos achats en ce pays ont fléchi de façon très sensible mais nos ventes se sont maintenues à peu près au montant de 1958, soit 1.7 million de dollars. Tant que l'Indonésie ne parviendra pas à augmenter ses exportations et à constituer des réserves de devises étrangères, ses possibilités d'acheter à l'étranger resteront limitées.

Japon.—Le Japon a amélioré de façon générale sa situation économique en 1959, ce qui lui a permis d'accroître sensiblement son commerce extérieur et de solder par un actif considérable son compte des paiements internationaux. Le commerce du Canada avec le Japon a bénéficié de cette prospérité; il a touché, ou presque, le sommet de 139 millions de dollars atteint en 1957. D'autre part, nos importations de produits japonais ont établi un nouveau record en dépassant, croit-on, 100 millions de dollars, au regard de 70 millions en 1958. La levée progressive des restrictions aux importations et l'intérêt que l'industrie croissante manifeste à l'endroit du Canada comme source de matières premières semblent ouvrir de nouvelles perspectives aux exportateurs canadiens.

Philippines.—En dépit d'une régression économique et d'une rareté continue de devises étrangères, les Philippines demeurent notre deuxième client en Extrême-Orient. Elles nous offrent un important débouché pour le blé, la farine, le papier journal et les produits et les engrais chimiques. En 1959, nos ventes aux Philippines ont été à peu

COMMERCE DU CANADA AVEC L'EXTRÊME-ORIENT

	Exportations			Importations				
	1956	1957	1958	janv. à nov. 1959 (en milliers de dollars)	1956	1957	1958	janv. à sept. 1959
Japon	127,870	139,152	104,891	123,719	60,826	61,605	70,216	76,276
Philippines	18,060	17,540	14,088	13,170	2,461	3,976	2,187	941
Hong-Kong	7,026	7,595	6,054	10,539	5,699	7,223	8,823	9,565
Corée du Sud	2,864	7,302	4,308	6,075	8	35	24	89
Malaisie et Singapour	3,914	3,316	3,233	2,899	28,558	27,356	19,904	18,922
Thaïlande	1,936	2,046	1,294	1,821	1,103	630	649	506
Chine communiste	2,427	1,392	7,809	1,651	5,721	5,304	5,376	3,631
Indonésie	1,243	1,633	1,695	1,483	1,143	965	231	120
Formose	751	1,648	1,167	1,277	112	193	159	513
Birmanie	288	244	957	807	1	9	88	16
Indochine	546	1,020	266	393	16	7	5	12
Bornéo britannique	127	187	113	72	122	120	133	252
TOTAL	167,052	183,075	145,875	163,906	105,776	107,423	107,827	110,843

FÉVRIER 1960

près du même ordre qu'en 1958, alors qu'elles se sont établies à 14 millions de dollars, mais elles sont toutefois inférieures de 4 millions à celles de 1956 et 1957. La tendance vers le nationalisme économique s'affermi, d'où la possibilité d'une certaine désorganisation des relations commerciales et de répercussions sur les contrats d'agence conclus par les exportateurs canadiens. Une concurrence accrue de la part de l'Europe et du Japon rend les ventes de plus en plus difficiles mais une diversité accrue des industries offre de nouvelles possibilités aux producteurs canadiens de matières premières et de produits mi-ouvrés.

Singapour et Malaisie.—Bien que Singapour ait obtenu son indépendance au cours de l'année dernière, il est impossible, à cause des relations qui existent entre les deux pays, de dissocier son commerce de celui de la Fédération de Malaisie. Effectivement, Singapour s'occupe de près de 70 p. 100 du commerce extérieur de la Malaisie. L'économie des deux pays repose principalement sur la production et l'exportation du caoutchouc et de l'étain. Pour le Canada, la région est plus importante comme source de caoutchouc, d'étain, d'huile de palme et de poivre que comme débouché. Toutefois, il semble que nos exportations de 1959 se soient maintenues à bien près du total de celles de 1958, qui a été de 3.2 millions de dollars; elles ont compris du papier, de l'amiante, des moteurs à essence et divers biens de consommation. La concurrence étrangère peut être de nature à entraver l'augmentation de nos ventes de biens de consommation mais de nouvelles possibilités devraient s'offrir dans le domaine des matières premières et des produits mi-ouvrés.

Sud Viet-nam, Cambodge, Laos.—La situation économique s'est améliorée de façon générale dans le Sud Viet-nam l'an dernier, mais au Cambodge et au Laos les changements, s'il y en a eu, n'ont guère

été prononcés. L'aide étrangère continue de jouer un rôle important et une réduction de ce chef, en 1959, a eu des répercussions défavorables sur les échanges. Le commerce direct du Canada avec ces pays n'est pas considérable et, sauf dans le cas du Sud Viet-nam, les possibilités d'affaires sont restreintes. La situation commerciale devenant meilleure dans ce dernier pays et la production industrielle ayant tendance à augmenter, les ventes canadiennes au Viet-nam pourraient progresser.

Thaïlande.—Au cours de 1959, la situation économique s'est améliorée en Thaïlande mais, si les exportations ont augmenté de façon très sensible, les importations se sont accrues dans une plus large mesure encore et le commerce du

pays s'est soldé par un déficit considérable. En juin 1959, les autorités ont majoré de 10 p. 100 les droits douaniers et le 1^{er} janvier 1960 elles ont mis en vigueur un tarif complètement nouveau, fondé sur la nomenclature de Bruxelles. Les ventes du Canada en 1959 ont progressé par rapport à celles de l'année précédente; le chiffre définitif devrait être d'un peu plus de 2 millions de dollars, comme en 1957. La Thaïlande achète une grande variété de produits canadiens mais surtout de la farine, des véhicules automobiles et leurs pièces, du matériel électrique, des limes et des râpes, et des produits en aluminium. A mesure qu'elle s'industrialise, elle accroît les possibilités pour le Canada de vendre des matières premières et des services techniques. ●

Japon

L'amélioration de la balance des paiements s'accompagne de la levée progressive des restrictions aux importations. L'an dernier, le Japon a accru ses achats, mais dans une plus grande mesure encore ses ventes au Canada. En dépit d'un ralentissement prévu des progrès économiques vers le milieu de l'année, les perspectives commerciales sont excellentes pour 1960.

M. J. L. MUTTER, *Conseiller commercial à Tokyo.*

LE Japon a connu en 1959 une prospérité sans précédent et l'année 1960 s'est ouverte sous des auspices des plus favorables.

L'essor économique des neuf premiers mois de 1959 a été caractérisé par un accroissement des exportations, tout particulièrement à destination de l'Amérique du Nord. En octobre, grâce à des progrès réalisés dans presque toutes les industries manufacturières, notamment dans celles des machines, des métaux non ferreux, des produits pétroliers et des produits sidérurgiques, l'indice de la production

industrielle (1955=100) s'établissait à 185.4 au regard de 149.2 à pareille époque en 1958. La demande étrangère de fer et d'acier s'est accrue de façon très sensible à la suite de la grève aux États-Unis. Par contre, les affaires se sont ralenties dans les houillères, les transports maritimes et la construction de navires, et l'industrie des engrais chimiques a souffert d'une réduction des commandes en provenance du Sud-Est asiatique. Toutefois, dans l'ensemble, les six premiers mois (avril à septembre) de l'année financière 1958 ont été une

période de prospérité sans pareille. D'après un relevé du ministère des Finances, les bénéfices nets des 192 principales sociétés du pays ont alors dépassé de 32 p. 100 ceux du semestre antérieur et de 12.5 p. 100 ceux de la période correspondante de 1957.

En dépit des dommages causés par une série de typhons, dont un a ravagé Nagoya et la région avoisinante, causant de nombreuses pertes de vie, l'année a été favorable pour l'ensemble des cultivateurs. Si la statistique officielle confirme les dernières prévisions, le Japon a récolté 12,399,000 tonnes de riz, soit environ 14,000 tonnes de plus que le record précédent établi en 1955. Pour le blé, l'orge et le seigle, dont la récolte a dépassé de près de 11 p. 100 dans chaque cas celle de 1958, on prévoyait un total de 3.7 millions de tonnes, chiffre qui jusqu'ici n'a été dépassé que deux fois.

Balance des paiements

Des mesures de déflation, dont un resserrement du crédit au début de 1957 qui a provoqué une baisse sensible des importations en 1958,

ont été le principal élément dans le renversement de la balance des paiements où un fort déficit a fait place à un excédent appréciable. Selon toute apparence, l'accroissement des exportations commencé à l'automne de 1958 va se maintenir et le Japon peut compter sur un solde créditeur à sa balance des comptes.

En novembre 1959, les réserves de devises étrangères, après avoir augmenté de 41 millions de dollars en un mois, ont touché le sommet de 1,291 millions, au regard de 974 millions à la fin de mars. Au cours du premier semestre (avril-septembre) de l'année financière 1959, les entrées de devises se sont chiffrées par 2,012 millions de dollars, dépassant de 7.6 p. 100 la somme de 1,870 millions obtenue pendant le semestre précédent. De leur côté, les décaissements se sont établis à 1,789 millions de dollars, au regard de 1,557 millions pendant les six mois antérieurs, soit une augmentation de près de 15 p. 100. A la fin de septembre, le Japon avait donc un surplus de 223 millions et une balance favorable cu-

mulative de 116 millions, après déduction de paiements différés de 107 millions.

Libération du commerce

C'est en mars 1959, au moment de la publication de son budget des devises étrangères pour le premier semestre de la nouvelle année financière, que le gouvernement japonais a pour la première fois révélé son intention d'adoucir graduellement les restrictions aux importations. Il a alors annoncé en effet l'addition de 26 postes importants à la liste des produits bénéficiant de l'approbation automatique. Quelque temps plus tard, à la suite d'agitations de la part de puissantes associations commerciales qui réclamaient une atténuation des règlements sévères visant les placements étrangers au Japon, le ministère des Finances a entrepris une revue des lois existantes. La libération du cours du dollar est entrée en vigueur le 12 septembre. Immédiatement après, à la veille de la réunion générale du Fonds monétaire international et sous le coup d'une pression exercée par les États-Unis et quelques autres partenaires commerciaux du Japon, le Cabinet a approuvé un programme de base en matière de libération des importations.

Les autorités ont laissé deviner certains aspects de ce programme lors de la publication du budget des devises étrangères pour le deuxième semestre de l'année finan-



Les membres de l'équipage d'un bateau de pêche japonais embarquent et entassent sur le pont des limules pris dans les mers du Nord. Les produits de l'industrie de la pêche se chiffrent par quelque cinq millions de tonnes par année et servent à la fois à la consommation intérieure et aux exportations. Le Japon expédie à l'étranger environ 200,000 tonnes de fruits de mer en boîtes annuellement.

cière (octobre 1959 à mars 1960) et y ont ajouté des précisions au cours de la quinzième session du G.A.T.T. qui s'est ouverte à Tokyo le 26 octobre et avait été précédée de consultations au sujet de la balance des paiements. Comme on s'y attendait, vu l'amélioration constante de la situation du Japon du point de vue des paiements internationaux et le solde actif de son commerce avec les États-Unis, les autorités japonaises ont été souvent prises à partie, au cours de cette session, pour l'ampleur, la complexité et la sévérité (parfois inégale) de leur réglementation des importations et des changes ainsi que pour leur lenteur et leur prudence à libérer le commerce. En même temps, de toutes parts (même de certaines associations commerciales et industrielles influentes du Japon) sont arrivées des demandes visant l'abolition des entraves au commerce normal fondé sur la concurrence.

Sous le coup de cette pression, le gouvernement a annoncé ou promis, le 11 novembre, la levée de certaines restrictions au commerce. Voici les principales atténuations promises:

- L'inclusion dans la liste des produits importables sous le Régime d'approbation automatique sans distinction d'origine de dix produits de base jusqu'alors assujétis à des restrictions dans les seuls cas où ils étaient importés de la zone dollar.
- L'inclusion dans la liste des produits approuvés automatiquement de 65 des quelque 200 produits qui, jusque-là, étaient soumis au régime spécial d'attributions de devises étrangères, connu aussi sous le nom de Régime de conservation.
- L'inclusion dans la liste des produits approuvés automatiquement de 15 postes de produits alimentaires dont le commerce était réservé au régime de troc.
- L'établissement d'un nouveau régime connu comme Régime d'attribution automatique en vertu duquel un montant illimité de de-

vises serait affecté à l'importation des machines visées par quelque 48 postes, pourvu que ces importations ne portent aucune atteinte grave à la balance des paiements du Japon ni ne nuisent de façon sérieuse aux industries intérieures connexes.

- L'atténuation des restrictions à l'importation des biens de consommation compris dans une cinquantaine de postes (dont le whisky, les confiseries, les récepteurs de télévision, les stylographes et les jumelles) qu'il était alors impossible d'importer faute d'attribution de devises ou dont l'importation n'était autorisée qu'aux termes d'accords de commerce bilatéraux.

Quelques-unes de ces mesures devaient entrer en vigueur intégralement ou en partie le 1^{er} janvier 1960 et les autres aussitôt que possible au cours de l'année financière se terminant en mars 1961.

Commerce extérieur

Au cours des dix premiers mois de 1959, les exportations se sont élevées à 2,769 millions de dollars (au regard de 2,876 millions en 1958) et pour l'année entière elles ont certainement dépassé le chiffre prévu de trois milliards. A compter du mois d'avril, il s'est produit une augmentation inespérée qui a été suivie d'une légère diminution en septembre, alors que le chiffre a été de 282.8 millions de dollars, soit 19 millions ou 6 p. 100 de moins que le mois précédent. Le fait a été surtout imputable à certains produits comme la poterie, la porcelaine et les contre-plaqués obtenus de la région sévèrement dévastée par le typhon Vera. Cependant, dès le mois suivant, les progrès ont repris et les exportations ont atteint 345 millions de dollars. De janvier à octobre, les achats à l'étranger ont représenté une somme de 2,935 millions de dollars, au regard de 3,033 millions pour toute l'année 1958. Même si elles sont demeurées à un chiffre considérable, les importations semblent avoir augmenté moins rapidement. Effectivement, en août, elles ont fléchi à moins

de 300 millions de dollars pour la première fois en cinq mois, puis en septembre et en octobre elles se sont maintenues à 298 et 297 millions, respectivement.

L'an dernier la part des principales catégories de produits (chiffres de 1958 entre parenthèses) a été, dans les exportations: produits ouverts 72 p. 100 (68.8), produits mi-ouverts 17 p. 100 (20), aliments 7 p. 100 (8) et matières premières 3 p. 100 (2.8), et dans les importations: matières premières 56.7 p. 100 (53.5), aliments 16.6 p. 100 (19.7), produits ouverts 16.9 p. 100 (17.7) et produits mi-ouverts 9.6 p. 100 (8.9). Parmi les produits dont les exportations se sont accrues de façon sensible, il y a lieu de mentionner la soie grège, les filés de rayonne, les soieries, les lainages, les vêtements, le fer et l'acier, les machines à coudre, les instruments d'optique, les contre-plaqués et les jouets. Du côté des importations, les achats de déchets de fer et d'acier, de minerai de fer et de minerai de métaux non ferreux, stimulés par l'expansion industrielle, ont touché de nouveaux sommets. On note des augmentations considérables également dans le cas des peaux, du caoutchouc brut, de la pâte de bois, du bois d'œuvre et du chanvre.

L'aspect le plus frappant, sans doute, du commerce international du Japon en 1959 est l'accroissement considérable des exportations vers l'Amérique du Nord. (Voir le tableau des importations effectuées au cours des huit premiers mois de 1959 et de 1958.)

Il y a eu augmentation des exportations vers toutes les régions du monde (sauf l'Afrique) mais c'est peut-être dans le cas de l'Europe et de l'Amérique du Nord que les progrès ont été les plus prononcés, soit de 15.3 et de 48.6 p. 100 respectivement, d'où la preuve que le commerce est florissant entre pays fortement industrialisés. D'autre part, quoiqu'il y ait lieu de signaler une reprise au cours du dernier ou des deux derniers mois de l'année,

les ventes en Asie, pendant les huit premiers mois de 1959, n'ont dépassé que de 2.5 p. 100 le chiffre de 1958 et beaucoup de fabricants japonais d'engrais chimiques, de matériel roulant de chemins de fer et de machines textiles, qui avaient agrandi leurs installations en prévision d'un commerce considérable avec le Sud-Est asiatique, attendent encore les commandes sur lesquelles ils comptaient.

Les exportations du Japon vers les États-Unis se sont accrues progressivement de quelque 227 millions de dollars en 1953 à 680 millions en 1958. Au cours des neuf premiers mois de 1959, elles ont atteint 726 millions, soit 53 p. 100 de plus que pendant la période correspondante de 1958. En février, la balance du commerce entre les deux pays est devenue favorable au Japon et tous les états mensuels subséquents ont mentionné un léger excédent des exportations sur les importations. Les produits de l'acier ont joué un grand rôle sous ce rapport mais il y a lieu de se rappeler que ces achats ont été anormaux, provoqués par la grève qui sévissait aux États-Unis. Ces produits mis à part, la composition des exportations du Japon aux États-Unis n'a guère changé et l'augmentation est en majeure partie attribuable à une forte demande de biens de consommation dont la fabrication exige beaucoup de main-d'œuvre. Sous ce rapport, deux catégories de produits méritent une

mention spéciale: les instruments d'optique (surtout les appareils photographiques et les jumelles) et les articles électriques (surtout des radiorécepteurs à transistors). En 1958, le Japon a exporté de petits appareils radiophoniques et des transistors pour un montant de 34 millions de dollars, soit 240 p. 100 de plus qu'en 1957, tandis qu'au cours des neuf premiers mois de 1959, ces exportations ont atteint 3,800,000 unités d'une valeur de 57 millions de dollars, dont les deux tiers à l'Amérique du Nord.

Commerce canado-japonais

Au cours des dix premiers mois de 1959, les ventes du Canada au Japon se sont élevées à 110.6 millions de dollars, comparativement à 83.3 millions pendant la période correspondante de 1958, et ont même dépassé de 5.7 millions le chiffre des douze mois de 1958. Si la même allure a été maintenue, il est probable que le chiffre de l'année 1959 s'est sensiblement rapproché du sommet de 139 millions de dollars touché en 1957. En somme, nos ventes se sont limitées à 30 produits de base (voir le tableau) et, sauf trois ou quatre exceptions, il s'agissait d'aliments en vrac et de matières premières industrielles. Cette composition du commerce est traditionnelle. Il y a eu progrès dans le cas de presque tous les produits mais l'augmentation de ces dix premiers mois est attribuable dans la mesure de 32

p. 100 au blé, aux graines oléagineuses, à la pâte de bois, au minerai de fer, aux déchets de fer, aux lingots d'aluminium, à l'amiante et autres minéraux, y compris le charbon.

Si l'activité économique du Japon se maintient à peu près à son cours actuel, les importations en provenance du Canada devraient atteindre ou même dépasser en 1960 le chiffre de 1959. Un produit toutefois fera exception à la règle générale: l'orge; il est peu probable que le Japon en importe de quelque source que ce soit puisque pour la quatrième année consécutive sa récolte de riz a été magnifique. Pour ce qui est du blé, les ventes canadiennes devraient être au moins égales à celles de 1959. Le Japon étant plus intéressé que jamais au Canada comme source d'approvisionnement en matières premières pour les aciéries et autres industries métallurgiques, il est probable que nos exportations de minerai de fer et d'autres minéraux, de métaux et de déchets métalliques demeureront assez considérables.

Pour ce qui est des exportations japonaises vers le Canada, elles ont représenté, au cours des sept premiers mois de 1959, d'après le Bureau fédéral de la statistique, 57 millions de dollars, au regard de 35.8 millions de janvier à juillet 1958. Cette forte hausse a résulté dans une large mesure d'envois exceptionnellement considérables de textiles et de vêtements, tout particulièrement en fibres synthétiques, au cours des cinq premiers mois et demi. D'après la statistique japonaise, les ventes au Canada, pendant les huit premiers mois de 1959, se sont établies à 74 millions de dollars et ont compris des textiles et des produits textiles pour quelque 22 millions de dollars et des produits sidérurgiques pour 5 millions. Il serait donc surprenant que, pour l'année entière, les exportations soient inférieures à 100 millions de dollars.

A la demande du gouvernement canadien, le Japon a cessé à la mi-

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS COMMERCIALES

IMPORTATIONS

EXPORTATIONS

(en milliers de dollars)

	janv.-août 1959	janv.-août 1958	Écart par rapport à 1958 %	janv.-août 1959	janv.-août 1958	Écart par rapport à 1958 %
TOTAL	2,339,951	2,076,889	+12.7	2,141,781	1,849,051	+15.8
Asie	759,076	653,215	+16.2	728,599	711,059	+2.5
Europe	242,761	183,163	+32.5	224,643	194,762	+15.3
Amérique du Nord	989,196	950,414	+4.1	783,771	527,325	+48.6
Amérique du Sud	56,836	53,433	+6.4	77,299	73,011	+5.9
Afrique	81,778	60,201	+35.8	258,530	288,632	-10.4
Australie et Océanie	210,161	176,340	+19.2	68,726	54,206	+26.8

FÉVRIER 1960

juin d'accorder des licences pour l'exportation des textiles synthétiques; ces exportations ont repris deux mois plus tard, après une étude de la question et l'engagement de la part du Japon d'imposer une réglementation "volontaire" semblable à celle qui s'applique aux exportations de textiles de coton vers le Canada depuis 1956. Il faudra attendre la statistique commerciale de 1960 pour connaître les résultats de ces nouvelles restrictions. Il y aura sans doute une certaine stabilisation, mais il est probable que les exportateurs japonais garderont de façon générale leur

part du marché canadien et même l'accroîtront en divers secteurs.

Perspectives et problèmes

A l'heure actuelle, l'économie japonaise est florissante et la prospérité devrait s'accroître pendant le reste de l'année financière en cours et jusqu'à la fin de 1960. Le service de planification économique prévoit, pour l'année commençant le 1^{er} avril, un produit national brut de 34,528 millions de dollars, soit 6.6 p. 100 de plus qu'au cours de l'année financière 1959 et 11 p. 100 de plus qu'en 1958. Il compte sur

une augmentation de 10.8 p. 100 de la production minière et manufacturière et de 12.1 p. 100 des produits de l'agriculture, des forêts et de la pêche. Les placements dans le matériel de production, d'abord estimés à 4,778 millions pour 1959, se sont accélérés depuis septembre et devraient s'accroître d'environ 10 p. 100 au cours de la nouvelle année. Les exportations atteindront, croit-il, 3,570 millions de dollars et les importations, 3,450, soit 9.8 et 9.5 p. 100, respectivement, de plus que les prévisions pour l'année financière en cours. A la fin de mars 1961, le solde actif du Japon à son compte des paiements internationaux sera probablement de 180 millions de dollars, au regard de 200 millions de dollars à la fin de mars 1960.

En dépit de ces prévisions optimistes, il est devenu manifeste, en novembre, que les dirigeants de la Banque du Japon et d'autres banques de devises étrangères craignent un changement dans la situation du point de vue des paiements vers le milieu de 1960 à la suite de modifications des conditions du commerce dont les conséquences pourraient commencer à se faire sentir vers le mois d'avril prochain. Voici les modifications qu'ils entendent :

1. Une augmentation du coût des matières premières importées, accentuée par une hausse des frais de transport (par exemple, les déchets de fer sont passés de \$34 la tonne en mai 1959 à \$46 en octobre et l'indice du tarif des tramps établi par la *British Chamber of Shipping* (1952=100) a monté de 64.4 en mai à 80.4 en octobre). Les prix de la laine et du coton bruts étaient en octobre de 16 et 10 p. 100, respectivement, plus élevés qu'en octobre 1958.

2. Une hausse des prix intérieurs des denrées et d'autres entraves à l'accroissement des exportations causées par l'insuffisance des moyens de transport (routiers et ferroviaires), une pénurie d'énergie, etc.

EXPORTATIONS CANADIENNES VERS LE JAPON

Produits	Dix mois terminés en octobre 1959	Dix mois terminés en octobre 1958
	(en dollars canadiens)	
Orge	\$ 5,269,850	\$ 6,312,320
Blé, sauf semence, n.a.é.	57,928,952	50,665,264
Farine de blé, n.a.é.	1,831,347	587,599
Whisky	1,389,616	839,125
Graine de lin, n.a.é.	6,877,656	3,444,108
Graine de moutarde	293,545	318,339
Graine de colza	2,267,504	1,671,585
Graine de semence, n.a.é.	475,250	
Peaux de veau brutes	375,075	487,305
Peaux de vache et vachette brutes	398,771	280,429
Graisses et substances animales pour savonnerie	313,838	
Suif	670,072	799,877
Pâte au sulfite, blanchie, soluble	5,816,945	2,416,863
Minerai de fer	3,831,274	2,764,160
Ferraille de fer et d'acier	1,707,380	
Moteurs d'avions et pièces détachées	516,317	
Machines à calculer, machines comptables et pièces	856,693	412,648
Aluminium, déchets	475,975	26,283
Aluminium en formes primaires	3,835,112	5,430
Laiton, déchets, scories et poussière	535,777	93,374
Tubes en laiton	241,735	97,235
Cuivre affiné contenu dans le minerai	2,997,775	1,051,222
Molybdénite	553,214	
Amiante, fibres ouvrées	2,761,320	1,647,705
Amiante, déchets, débris ou rognures	1,187,517	501,113
Houille, n.a.é.	569,190	26,709
Métalloïdes et leurs produits, n.a.é.	671,167	10,312
Engrais, sauf engrais d'origine animale, n.a.é.	300,096	
Résines synthétiques, n.a.é.	874,488	1,643,439
Produits pharmaceutiques et produits chimiques, n.a.é.	2,477,379	2,350,940
	\$108,300,830	\$ 78,453,384
Valeur totale de tous les articles non mentionnés ci-dessus	2,318,278	4,846,613
TOTAL GLOBAL	\$110,619,108	\$ 83,299,997

3. De l'incertitude au sujet de la situation aux États-Unis, principal débouché du Japon; une attitude plus sévère à l'égard des importations de produits japonais, aggravée par la situation moins favorable de la balance des paiements des États-Unis; une diminution des subventions au titre de l'aide américaine à l'étranger et des achats "offshore"; une baisse de la puissance d'achat des consommateurs américains par suite des différends ouvriers.

Il est possible aussi que d'ici quelques mois les mesures de libération du commerce provoquent une vague d'importations spéculatives et que ces achats, joints à une hausse des prix des matières premières, augmentent sensiblement le compte des importations. Cependant, un examen attentif des mesures annoncées récemment démontre que la libération promise est moins importante qu'elle ne le paraissait à première vue. Ainsi, dans certains cas, elle vise des produits qui très probablement ne seront pas importés dans des conditions normales de concurrence, et dans d'autres, l'entrée en vigueur des mesures annoncées peut être longtemps différée.

De toute façon, la Banque du Japon, qui n'a pas oublié les effets de la crise de devises étrangères de 1957, a insisté sur la nécessité de mesures permettant de mettre un frein à l'expansion excessive, de maintenir un essor économique équilibré et, ainsi, de prolonger la période de prospérité actuelle. Dans l'application de cette politique monétaire, la Banque a donné le 1^{er} décembre un signal d'alarme en portant le taux d'escompte officiel de 6.935 à 7.3 p. 100 par année à compter du 2 décembre. Un jour ou deux plus tard, les banques commerciales ont suivi l'exemple et relevé de 0.365 p. 100 par année leur taux d'intérêt maximum sur les prêts. ●

FÉVRIER 1960

Corée du Sud

Malgré que la Corée du Sud ait réduit ses importations en général l'an dernier, le Canada a réussi à y accroître ses ventes, notamment de matières premières. Les perspectives éloignées sont excellentes à l'égard de certains produits mais les exportateurs se doivent de bien connaître les difficultés à surmonter.

M. R. G. WOOLHAM, *Secrétaire commercial adjoint à Tokyo.*

GRÂCE à l'aide considérable qu'elle reçoit des États-Unis, la Corée du Sud achète des matières premières et des produits ouvrés pour 200 à 350 millions de dollars par année. Ses principaux fournisseurs sont les États-Unis, le Japon, l'Allemagne occidentale et certains autres pays européens. Selon les renseignements fournis par la Banque de Corée, les importations se sont établies à 378 millions de dollars américains en 1958 mais elles sont restées bien en-deçà de ce chiffre l'an dernier. Ce fléchissement est imputable à une diminution de l'aide étrangère, à la rupture des relations commerciales du pays avec le Japon en juin dernier et au retard apporté dans l'établissement du programme d'importation pour le dernier trimestre de 1959.

Au cours de 1959, la rareté croissante de devises étrangères a réduit la valeur réelle du "won" sud-coréen dont le cours en dollars des États-Unis sur le marché libre était de 5 p. 100 plus élevé en décembre dernier qu'à pareille date en 1958. Cette tendance inflationniste s'accentuera vraisemblablement au cours de 1960 à la suite des fortes réductions des fonds de secours annoncées récemment. Pour 1959, on estime l'aide reçue à 265 millions de dollars, dont 210 millions sous forme de fonds d'appoint pour la défense versés par l'ACI, 35 millions sous forme de denrées agricoles des États-Unis, 9 millions en prêts de la Caisse de crédits à l'expansion et quelque 9 millions

sous forme de programmes d'assistance aux entreprises. Jusqu'ici, on indiquait séparément l'aide à la défense mais l'automne dernier le montant de 180 millions de dollars mentionné sous ce chef pour 1960 comprenait tous les postes énumérés plus haut et donc représentait une diminution de près de 85 millions de dollars ou de 30 p. 100 par rapport à 1958.

En plus de matières premières, d'engrais chimiques et de combustibles, la Corée du Sud se procure à l'étranger des quantités considérables de biens de production, notamment du matériel mécanique, du matériel de transport, des appareils électriques et des machines industrielles, mais il est probable que, disposant de moins de devises, elle en achètera moins cette année.

Exportations canadiennes

En ce qui concerne le Canada, ses ventes à la Corée du Sud consistent surtout en matières premières et elles ont probablement atteint tout près de 6 millions de dollars l'an dernier (voir tableau ci-joint). C'est là un progrès notable par rapport au chiffre de l'année précédente (3.6 millions) et il a été obtenu en dépit d'une baisse générale des importations sud-coréennes. Deux groupes de produits, les engrais chimiques et les fibres synthétiques, y ont contribué de façon particulière; dans ces deux semaines le Canada est devenu un concurrent plus redoutable sur le marché sud-coréen. (Dans le cas des engrais chimiques

mélangés, il y a eu aussi fléchissement de la concurrence de la part des Japonais). Nos exportations d'engrais sont passées de 1.9 million en 1958 à environ 3.7 l'an dernier, et nos ventes de fibres synthétiques, inexistantes en 1958, se sont élevées à \$500,000.

Outre les engrais chimiques et les fibres synthétiques, les principaux produits vendus par le Canada sont la pâte de bois, le zinc et le bois de construction. A cela s'ajoutent à l'occasion des produits très ouvrés, mais la valeur et le volume de ces derniers demeurent peu considérables.

Perspectives brillantes

La récente tournure des événements tant au Canada qu'en Corée du Sud ouvre de belles perspectives pour la vente de caoutchouc synthétique, de soufre et de potasse. D'après les prescriptions, les pneus destinés à l'armée américaine doivent, semble-t-il, contenir un certain pourcentage de caoutchouc synthétique et les fabricants sud-coréens désireux de vendre aux détachements américains postés dans leur pays ont commencé à importer de petites quantités de ce produit. C'est ainsi que l'automne dernier, le Canada a pu faire un premier envoi de caoutchouc synthétique à la Corée. L'avenir de ce commerce dépendra des résultats de cette première expédition, de l'aide technique dont disposera la Corée du Sud et de la concurrence d'autres fournisseurs.

Les ventes de soufre sont partiellement liées à l'industrie du gaz naturel de l'Alberta. Le procédé d'épuration permet de recueillir des quantités assez importantes de soufre brut qui peuvent être exportées par les ports de l'Ouest. Il y a actuellement, en voie de construction ou en exploitation, en Corée du Sud, trois fabriques d'acide sulfurique qui exigeront du soufre importé. Déjà les autorités ont affecté une certaine quantité de devises étrangères à l'importation de soufre brut en 1960.

Les exportations canadiennes de potasse sont pour un avenir plus éloigné et dépendront, d'une part, de la mise en valeur des gisements de sels potassiques de la Saskatchewan, et, d'autre part, des progrès de la technologie agricole en Corée du Sud et de la reconnaissance de la potasse comme subs-

tance nutritive indispensable aux plantes.

Récemment, la Corée du Sud a fait des démarches afin de savoir si elle pourrait se procurer au Canada des scories de magnésite ainsi que des briques et de l'argile réfractaires.

PRINCIPAUX PRODUITS CANADIENS VENDUS EN CORÉE

(valeur en dollars du Canada)

	1957	1958	1959 (10 mois)
Amidons et farine pour l'alimentation, n.a.é., gluten			18,180
Malt	49,550	26,932	58,727
Levure	4,608	25,344	2,304
Whisky	623	576	1,134
Graine de lin, n.a.é.		155,916	
Fil et filé de fibre synthétique	197,743		439,241
Articles en fibre synthétique, n.a.é.	151,415		
Feutres et chemises pour la fabrication du papier	4,800		15,087
Madriers, planches, cèdre			102,363
Madriers, planches, pruche	84,837		207,262
Madriers, planches, épinette	21,643		
TOTAL—PÂTE DE BOIS	28,829	893,871	429,265
Pâte de bois au sulfate (kraft) blanchie	8,109	519,944	24,982
Pâte de bois au sulfate (kraft) demi-blanchie			328,813
Pâte de bois au sulfate (kraft) écrue	20,720	348,427	75,470
Pâte de bois au sulfite blanchie pour papier		25,500	
Papier à livres, à imprimer et à lithographier	21,615		2,199
Papier journal	242,557	130,788	
Plaques, feuilles et bandes d'acier	438,523		264
Outils minier et pièces	15,499	2,403	
Compresseurs d'air et pièces détachées		7,548	
Aluminium en formes primaires	318,297	100,585	94,913
Lames d'aluminium	88,841		
Tubes de cuivre	12,078		
Plomb en saumons, plomb affiné			54,496
	1957	1958	1959 (10 mois)
Nickel affiné	7,494	11,030	16,035
Zinc	495,373	329,473	477,265
Radiorécepteurs	11,797		
Fibres d'amianté ouvrées		7,335	13,000
Briques réfractaires			18,783
Préparations médicinales	15,175	20,128	14,075
TOTAL—ENGRAIS CHIMIQUES	4,707,696	1,932,390	3,035,128
Sulfate d'ammonium	1,405,167	892,192	1,981,891
Engrais azotés et phosphatés			445,958
Engrais azotés, n.a.é.	2,504,467	384,237	607,279
Engrais phosphatés	797,276	500,361	
Engrais mélangés		155,600	
Composés de calcium	786		
Résines synthétiques, n.a.é.		12,817	
Polystyrène	18,485	9,961	
Produits chimiques et pharmaceutiques, n.a.é.	1,035	1,353	5,600
TOTAL*	6,969,541	3,681,991	5,006,334

*Sauf les effets personnels des colons, les cadeaux et les dons, les marchandises d'une valeur inférieure à \$50 ainsi que quelques autres produits.

Source: B.F.S. "Commerce du Canada".

Le commerce avec la Corée du Sud présente certains risques et peut être une source d'ennuis pour l'exportateur canadien non familier avec ce marché. Les taux d'intérêt sont extrêmement élevés, soit de 8 à 12 p. 100 *par mois*. Comme la majeure partie des affaires avec les sociétés commerciales ou les importateurs de Corée se fait par lettre de crédit, un délai de livraison de six à huit semaines peut augmenter

sensiblement le prix C.A.F. de la marchandise. Même les sociétés qui obtiennent de leurs fournisseurs la faculté de payer contre documents sont tenus par la loi de faire à la Banque de Corée un dépôt de 50 p. 100 avant l'expédition des marchandises. C'est pourquoi, la plupart des importations, surtout celles qui comportent des délais de livraison de plus de deux semaines, se font par l'entremise d'agents étrangers

établis en Corée; ceux-ci sont mieux en mesure d'obtenir le paiement contre documents ou ont les moyens financiers d'acheter pour leur propre compte. D'autres éléments contribuent à faire de la Corée du Sud un marché exceptionnel. Les lecteurs désireux d'obtenir de plus amples renseignements à ce sujet sont invités à s'adresser au Conseiller commercial, Ambassade du Canada, Tokyo. ●

Hong-Kong

En 1959, Hong-Kong a compensé un fléchissement de son commerce d'entrepôt avec le Sud-Est asiatique par un accroissement de ses exportations de produits locaux. Au cours des neuf premiers mois, ses achats de produits canadiens ont augmenté de 30 p. 100 et, pourvu que la conjoncture actuelle se maintienne, l'année 1960 devrait être bonne.

M. D. J. McEACHRAN, *Délégué commercial adjoint à Hong-Kong.*

EN 1959, Hong-Kong est véritablement sortie de la période de rajustement qui avait commencé au cours de la dernière moitié de 1957 et s'était prolongée pendant la majeure partie de 1958. L'activité s'est accrue dans presque tous les secteurs de l'économie, en particulier dans celui de l'industrie secondaire. Les industries de la confection, des matières plastiques et de la démolition de navires ont continué de s'agrandir. Les fabriques de gants et de lampes de poche ont employé de plus en plus de main-d'œuvre. Par contre, l'emploi a quelque peu fléchi dans la construction et la réparation des navires, de même que dans la fabrication des chaussures et des ustensiles en fer émaillé mais, de façon générale, la situation a été jugée satisfaisante dans ces diverses industries. La grande activité qui régnait depuis quelques années dans la construction industrielle s'est à peu près maintenue. On a noté ce-

pendant un léger ralentissement par rapport à 1958. Au cours des huit premiers mois de l'an dernier, 939 bâtiments, d'une valeur de 121 millions de dollars de Hong-Kong, ont été achevés, au regard de 1,133 estimés à 134 millions durant la période correspondante de l'année précédente. Les dépenses faites par les touristes, dont on estime le nombre à 250,000 par année, ont dépassé de quelque 30 p. 100, croit-on, le chiffre exceptionnellement bas de 1958 et valu à la colonie environ 100 millions de dollars des États-Unis. Le commerce de transbordement a quelque peu augmenté mais le commerce d'entrepôt avec la Chine communiste étant demeuré très faible, il n'a pas retrouvé son importance d'autrefois.

Au cours de l'année, les capitaux en provenance des pays moins stables du Sud-Est asiatique ont continué d'affluer vers la colonie; les placements à l'étranger ont augmenté alors que les échanges de

titres à la bourse de Hong-Kong ont doublé par rapport au chiffre de l'année précédente. A cause du rendement exceptionnel de ses billets à court terme et de ses obligations du Trésor, le Canada a attiré un volume considérable de capitaux de placement de Hong-Kong. De septembre 1958 à septembre 1959, l'indice des prix de détail (mars 1947=100) a monté de 10 p. 100, soit de 120 à 132, principalement sous la poussée des prix des aliments.

Partenaires commerciaux

Au cours des neuf premiers mois de 1959, le commerce de Hong-Kong s'est accru tant du côté des exportations que de celui des importations. Le chiffre global de 5,845,450,000 dollars de Hong-Kong marque une augmentation de 7 p. 100 environ par rapport à la période correspondante de 1958, mais il reste encore de quelque 5 p. 100 inférieur à celui de 1957.

Toujours durant cette même période de neuf mois, les importations de marchandises ont atteint 3,526,920,000 dollars de Hong-Kong, soit environ 6.6 p. 100 de plus qu'en 1958 mais quelque 9.6 p. 100 de moins qu'en 1957. La Chine continentale demeure la principale source d'approvisionnement; malgré une régression de 29 p. 100, elle a vendu à la colonie l'an dernier près du cinquième de ses importations. (La diminution des achats en Chine continentale correspond à peu près à l'augmentation enregistrée l'année

précédente.) Les autres principaux fournisseurs sont, par ordre d'importance, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis, la part de chacun étant de 10 à 15 p. 100. Sans atteindre encore des chiffres considérables, les ventes de certains autres pays tels que le Sud Vietnam, le Pakistan et Formose ont fait des progrès très marqués, variant de 150 à 600 p. 100. L'Australie, le Japon, les États-Unis et le Royaume-Uni ont pour leur part accru leur commerce à destination de la colonie de 40, 22, 13 et 7 p. 100, respectivement.

Pendant les trois premiers trimestres de l'an dernier, les exportations de la colonie se sont établies à 2,318,530,000 dollars de Hong-Kong, dépassant ainsi de 8.6 p. 100 le chiffre de la période correspondante de 1958 et de 2 p. 100 celui de 1957. Le commerce d'entrepôt avec la Chine communiste et les autres pays du Sud-Est asiatique a été remplacé, comme source principale de revenus, par des ventes de produits entièrement ou en majeure partie fabriqués dans la colonie. Depuis 1952, la proportion des produits finis d'origine locale compris dans le commerce d'exportation est passée d'environ 25 à 70 p. 100. L'an dernier, les exportations

PRINCIPAUX PRODUITS CANADIENS VENDUS À HONG-KONG

(En milliers de dollars canadiens)

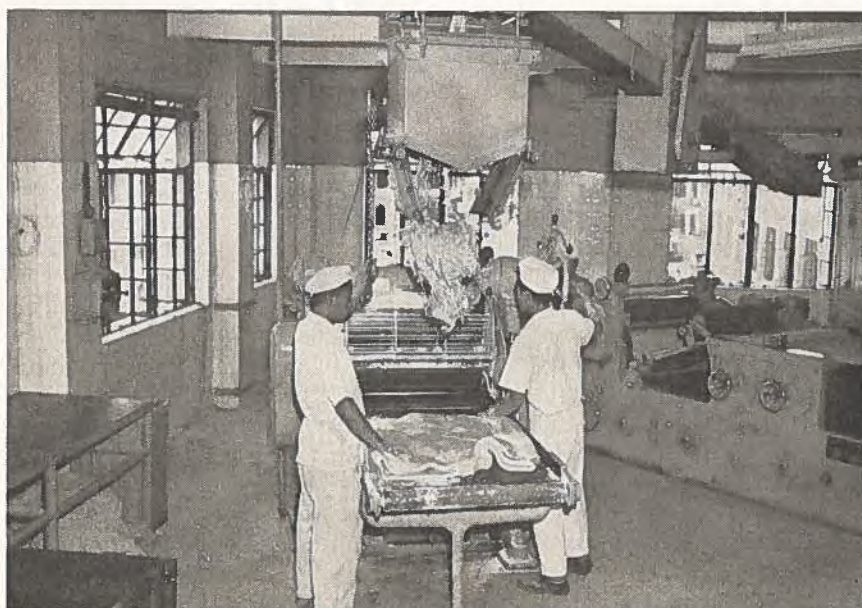
	1957	1958	1959 (9 mois)
Aluminium primaire	754	1,020	2,048
Matières premières plastiques	1,829	1,651	1,577
Farine de blé	922	835	776
Automobiles	530	231	211
Racines, herbes, écorces médicinales	297	217	184
Films cinématographiques	150	153	178
Plaques, feuilles et bandes d'acier	152	150	158
Blé	293	301	141
Préparations médicinales	157	142	120
Abats comestibles	53		99
Flocons d'avoine	38	44	70
Whisky	74	36	68
Produits pharmaceutiques et produits chimiques, n.a.é.	60	37	62
Appareils photographiques	179	106	61
Limes et râpes	39	37	52
Stylographes et ensembles	415	56	48
Madriers et planches en sapin de Douglas	127	61	46
Papier journal	269	76	42
Fourrures et peaux et ouvrages en ces matières	10	19	30
Nickel affiné	55	260	24
Tous autres produits	1,192	622	1,021
TOTAL	7,595	6,054	7,056

Source: Bureau fédéral de la statistique.

et réexportations à destination du Japon au cours des neuf premiers mois se sont accrues de 79 millions de dollars de Hong-Kong ou de 97 p. 100 par rapport à celles de la période correspondante de l'année précédente. Les expéditions vers les États-Unis ont atteint 179 millions, vers le Canada, 18 millions, et vers l'Allemagne occidentale, 14 millions, ce qui représente des aug-

mentations de 77, 50 et 30 p. 100 respectivement. Parmi les produits qui ont le plus contribué à ces progrès un certain nombre, comme les filés textiles, les tissus et les vêtements de confection, divers articles ouvrés, y compris des jouets, des poupées et des fleurs artificielles en plastique, les articles en métal, les chaussures et les rebuts métalliques, étaient originaires de la colonie.

A la fin du premier semestre de 1959, nos échanges de marchandises avec la colonie se soldaient par un déficit de quelque 2 millions de dollars canadiens, nos achats atteignant 6 millions et nos ventes 4 millions seulement. D'après la statistique canadienne, nos exporta-



Dans une boulangerie moderne de Hong-Kong, les restes de pâte sont automatiquement retournés au pétrin pour être employés de nouveau. Cette fabrique emploie une forte proportion de farine canadienne. Hong-Kong demeure un excellent débouché pour notre farine de blé; elle en a acheté pour \$776,000 au cours des neuf premiers mois de l'an dernier.

tions vers Hong-Kong se sont établies à 7.1 millions de dollars canadiens au cours des neuf premiers mois de 1959 et ont ainsi dépassé de 30 p. 100 le chiffre de la période correspondante de l'année précédente. Il y a eu certains progrès dans le cas de la farine, de l'avoine, des abats comestibles, du whisky, des préparations médicinales, des produits pharmaceutiques et chimiques, des pellicules cinématographiques ainsi que des plaques, feuilles et bandes d'acier, mais ce sont surtout l'aluminium primaire (celui-ci a contribué pour plus de 60 p. 100 de l'augmentation) et les matières premières plastiques qui nous ont valu le gros de nos succès. Pendant le premier semestre de 1959, nos importations se sont accrues de quelque 41 p. 100, soit de 4.28 millions à 6.06 millions de dollars canadiens par rapport à celles de la période correspondante de 1958. La hausse est en grande partie attribuable à nos achats de produits fabriqués à Hong-Kong même, dont les confections en textile, les chaussures en toile et en caoutchouc, les gants, les lampes de poche, les articles en matière plastique, les jouets et les meubles en bois.

Perspectives commerciales

De belles perspectives de vente s'offrent pour 1960, à condition toutefois que nos exportateurs fassent l'effort nécessaire. Les demandes de renseignements se multiplient au sujet des fournisseurs canadiens de fourrures, de cuirs, de peaux et de denrées alimentaires, telles que les abats de porc, les morceaux de poulet et le gluten. Pour les produits de ce genre, le prix joue un rôle décisif, mais les sociétés canadiennes qui sont en mesure et ont la ferme volonté de soutenir la concurrence trouveront sans doute dans la colonie une clientèle intéressante. Une concurrence de plus en plus acharnée de la part d'autres pays industriels, notamment le Japon et l'Allemagne occidentale, rend la vente de produits

finis et de biens de consommation canadiens de plus en plus difficile. Cependant, l'industrialisation de la colonie devrait nous permettre d'accroître nos ventes de toute une série de matières brutes et mi-ouvrées, y compris l'aluminium ainsi que divers autres métaux, les rebuts métalliques, les matières plastiques, les résines synthétiques et les produits chimiques.

Le volume d'affaires des fournisseurs canadiens dépendra dans une large mesure des succès des fabricants de la colonie sur les marchés étrangers. Toutefois, l'ère de

prospérité actuelle semble devoir se maintenir pendant au moins une bonne partie de 1960, de sorte que les perspectives sont nettement favorables. Hong-Kong étant virtuellement un port franc, il faut de véritables efforts pour soutenir la concurrence internationale. Les jours des lettres de crédit sont comptés et les envois en consignation sont de plus en plus en vogue. Les fournisseurs canadiens devront se tenir bien au courant des conditions de vente offertes par leurs concurrents européens dans cette région. ●

Chine communiste

La Chine fait la majeure partie de son commerce avec le Bloc communiste mais elle achète cependant certains produits indispensables des pays occidentaux. Nos exportations se sont bien maintenues au cours du second semestre de 1959 et les perspectives demeurent prometteuses pour certaines marchandises.

M. C. J. SMALL, *Délégué commercial à Hong-Kong.*

LA CHINE communiste a fait des progrès industriels considérables en 1959 mais, dans le domaine de l'agriculture, les inondations, la sécheresse et les insectes lui ont causé de graves problèmes. En août 1958, à la suite d'une nouvelle étude de la statistique agricole et industrielle, les autorités ont dû réduire leurs chiffres visant les principales récoltes de 1958 et les objectifs industriels pour 1959. Les conséquences de l'organisation des communes populaires et de l'effort massif pour produire du fer et de l'acier au moyen de fourneaux de fortune se sont fait sentir en 1958 lorsque, pour la première fois, les Chinois ont été forcés de se reconnaître incapables d'exécuter quelques-uns de leurs principaux contrats d'exportation et ont dû retirer

certaines offres qu'ils avaient faites. Néanmoins, la production industrielle a continué de progresser et l'ensemble du commerce extérieur semble avoir augmenté de 15 p. 100 environ au regard du chiffre de 1958. Les importations sont demeurées constamment à la hausse. Pour ce qui est des exportations, le Canada a maintenu ses achats tandis que le Bloc communiste et l'Europe occidentale ont augmenté les leurs, mais les ventes aux pays du Sud-Est asiatique ont subi une baisse considérable dont la Chine se ressentira peut-être en 1960. En effet, depuis quelques années, elle comptait sur le solde actif de son commerce avec Hong-Kong, la Malaisie et certains autres territoires asiatiques pour combler son déficit

commercial envers l'Europe occidentale et d'autres pays non communistes.

Situation du Canada

Si l'on s'en tient à la statistique, le commerce sino-canadien est revenu, en 1959, à son allure normale et comme les années dernières, sauf en 1958, alors que nous avons eu l'avantage de ventes considérables de blé, il s'est soldé en faveur de la Chine. Toutefois, s'il était possible d'inclure nos envois considérables de marchandises par voie d'autres pays, il est probable que, pour la deuxième année consécutive, la balance pencherait de notre côté. La Chine continue de viser à l'expansion industrielle et même s'il lui faut freiner quelque peu ses achats en pays occidentaux à cause du fléchissement de ses recettes du chef de son commerce avec le Sud-Est asiatique, rien ne semble s'opposer à un accroissement des ventes canadiennes en Chine et des ventes chinoises au Canada en 1960 et au cours des années subséquentes. Le prix et les considérations d'ordre politique continueront d'exercer une influence déterminante.

De 1950 à 1958, la part des biens de production (matières premières et matériel de toutes sortes) dans les importations globales de la Chine n'a jamais été moindre que 83.1 p. 100 et celle des produits de consommation n'a jamais dépassé 16.9 p. 100. Ces pourcentages sont ceux de 1951. Depuis lors, l'écart s'est agrandi et les chiffres ont atteint d'un côté 94.5 p. 100 et de l'autre 5.5 p. 100 en 1955. En 1958, les pourcentages respectifs étaient de 93.7 et 6.3. Afin de ne pas laisser aux producteurs et exportateurs canadiens d'illusions sur leurs possibilités d'exploiter ce faible pourcentage de biens de consommation, mentionnons que ceux-ci comprennent surtout du sucre, des épices, des produits animaux et marins, des cotonnades, de la kérosène, des produits pharmaceutiques, du papier et des appareils médicaux. La

plupart de ces articles ne sont pas fabriqués au Canada ou, s'ils le sont, coûtent trop cher ou, pour d'autres raisons, sont difficiles à vendre en Chine.

De 1950 à 1958, la composition des exportations chinoises a changé considérablement; la part des produits agricoles bruts et des produits connexes est tombée de 57.5 à 35.5 p. 100; celle des produits agricoles préparés est passée de 33.2 à 37 p. 100, tandis que celle des produits industriels a monté en flèche de 9.3 à 28.4 p. 100 en 1957 pour descendre ensuite à 27.5 p. 100 en 1958.

Les échanges avec le Bloc communiste, en particulier avec l'Union soviétique, ont continué de dominer le commerce chinois en 1959 et il est fort probable qu'il en ira de même pour quelques années encore. Selon la statistique chinoise, le commerce avec le Bloc a représenté en moyenne au cours des dix dernières années 75 p. 100 du total et, au cours actuel du change, la proportion est de 75 à 80 p. 100. Certains spécialistes estiment cependant qu'un taux de conversion plus précis du yuan en rouble réduirait la part du Bloc communiste à 60 p. 100 laissant 40 p. 100 pour le reste du monde. Quoi qu'il en soit et quel que soit le mode de calcul employé, le Bloc soviétique demeure incontestablement le principal partenaire commercial de la Chine. Le reste du commerce se partage à peu près également entre l'Asie et les pays de l'Extrême-Orient, d'une part, et les autres pays du monde (notamment ceux de l'Europe occidentale), d'autre part.

Importance du commerce sino-soviétique

Dès le début, trois facteurs, dont les deux derniers découlent du premier, ont contribué à assurer l'importance primordiale du Bloc soviétique dans le commerce de la Chine. Ce sont: certaines considérations d'ordre politique, la signature d'ac-

cords commerciaux annuels et l'aide économique fournie par les pays du Bloc. Les accords commerciaux annuels établissent les grandes lignes de ce commerce et, effectivement, restreignent le domaine ouvert à la concurrence des pays occidentaux. Enfin, l'aide de l'U.R.S.S. et de ses alliés dans les secteurs de la technique et du génie, sur laquelle sont fondés les récents progrès industriels de la Chine, assure au Bloc la majeure partie de la fourniture de l'outillage et du matériel ainsi que des matières premières nécessaires à l'aménagement et au fonctionnement des nouvelles usines. Quelques chiffres permettront de démontrer l'importance de la participation du Bloc aux importations de la Chine, notamment dans le cas des moyens de production. Entre 1950 et 1958, le Bloc soviétique a fourni 77.9 p. 100 des tours, 91.4 p. 100 des moteurs diesel, 84.5 p. 100 des foreuses, 92.1 p. 100 des automobiles, 99.5 p. 100 des locomotives, 94.7 p. 100 des appareils et instruments, 96.6 p. 100 du pétrole et 57 p. 100 des métaux ferreux achetés par la Chine à l'étranger.

Ventes de la Chine

Afin d'acquitter ces importations, la Chine a accru ses exportations vers le Bloc soviétique. De 1949 à 1955, elle a accumulé des déficits commerciaux envers ses alliés communistes et a dû contracter des dettes à faible taux d'intérêt à l'égard de l'Union soviétique. Depuis 1955, toutefois, la balance de son commerce avec le Bloc lui est de plus en plus favorable et elle emploie, semble-t-il, ses soldes actifs à acquitter ses dettes et combler ses déficits passés. Éventuellement, ces excédents commerciaux lui permettront d'accroître ses achats de produits indispensables dans les pays du Bloc.

Les denrées agricoles en vrac ainsi que certains produits industriels et minéraux ont jusqu'ici formé la majeure partie des exportations chinoises vers le Bloc sovié-

tique. Les pays asiatiques communistes ont acheté divers machines et outils, du matériel industriel, des matériaux de construction, du matériel de communication, de transport et de télécommunication ainsi que des installations complètes pour la fabrication de produits textiles, d'alumettes, de papier, d'articles émaillés, de verre, de brique, de carreaux, de riz mondé et de papeterie. Si le Bloc soviétique est le principal fournisseur de la Chine, il est aussi le plus important de ses débouchés, ainsi que le prouve la statistique. De 1950 à 1958, le Bloc a acheté 89.7 p. 100 des fèves soya, 76.7 p. 100 des huiles comestibles, 100 p. 100 du minerai de tungstène, 96.4 p. 100 de l'étain, 99.5 p. 100 du porc congelé, 86.8 p. 100 des produits en conserve, 89 p. 100 des pommes, 96 p. 100 des lainages à la pièce et 74.8 p. 100 de la soie ouvrée exportés par la Chine.

Commerce avec les non-communistes

Comme nous l'avons mentionné plus haut, les pays non-communistes en général obtiennent 25 ou 40 p. 100 (selon le taux de conversion employé) du commerce chinois. L'Asie et l'Extrême-Orient, Hong-Kong en tête, se partagent un peu plus de la moitié de cette fraction alors que le reste, soit 10 ou 18 p. 100 suivant le mode de calcul adopté, est réparti entre les autres pays du monde, mais notamment entre l'Europe occidentale et le Royaume-Uni.

Dans les limites que nous venons de mentionner, les hommes d'affaires occidentaux peuvent faire et font effectivement des affaires avec la Chine. Cependant, une analyse du commerce des principaux partenaires commerciaux occidentaux de la Chine indique que les ventes de ces pays se bornent à un petit nombre de produits indispensables. Ainsi, en 1958, la valeur des ventes de la Grande-Bretagne à la Chine a atteint près de 75 millions de dollars des États-Unis (sans compter les réexportations

évaluées à 1.5 million) mais, de ce chiffre, la laine et les poils d'animaux (surtout les peignés de laine) ont représenté 25 p. 100, les métaux non ferreux (notamment le fil de cuivre) 25 p. 100, le fer et l'acier (en particulier les tôles noires, le fer blanc et les tubes forgés), 16 p. 100, les produits chimiques (y compris les éléments, les composés, les produits pharmaceutiques et médicinaux ainsi que les préparations médicinales), 11 p. 100, les machines (surtout les machines textiles, les tracteurs et les machines-outils), 10 p. 100 et le matériel électrique, près de 4 p. 100. La liste des expéditions comprend aussi de faibles quantités d'instruments scientifiques, de fils de fibre synthétique, de tissu et de divers produits textiles. D'après la statistique provisoire, la composition des exportations est demeurée sensiblement la même en 1959, sauf que le total est plus considérable et comprend certaines fortes commandes de grues mobiles.

Le cas de la Grande-Bretagne et celui d'autres pays de l'Ouest démontrent à l'évidence que la Chine cherche et cherchera pendant quelque temps encore à obtenir des fournisseurs occidentaux un petit nombre de matières premières, d'engrais chimiques, de machines-outils et d'autres moyens de production afin de compléter les approvisionnements qu'elle obtient du Bloc soviétique. De leur côté, les pays occidentaux achètent des produits de l'agriculture et de la pêche bruts et mi-ouvrés, des cotonnades, certains minéraux, de la soie et des articles d'artisanat.

Comme le Bloc soviétique, quelques pays de l'Ouest (y compris le Danemark, la Norvège, la Suède et la Finlande) ont eu recours à des accords commerciaux pour stabiliser leur commerce avec la Chine. D'autres pays ont négocié des ententes avec le Conseil chinois pour la stimulation du commerce international ou ont établi des relations directes avec les diverses sociétés commerciales officielles. Cette année, le volume du commerce des

pays occidentaux avec la Chine dépendra de la situation économique de cette dernière et de la possibilité pour celle-ci de retrouver dans son commerce avec le Sud-Est asiatique les excédents d'autrefois, dont elle a besoin pour financer ses achats dans les pays de l'Occident.

Commerce avec le Canada

Il est possible que cette année, les hommes d'affaires occidentaux se livrent à une concurrence de plus en plus acharnée sur le marché de la Chine. Toutefois, rien ne devrait empêcher les exportateurs canadiens d'accroître leurs ventes dans certains domaines délimités, pourvu que leurs prix ne soient pas trop élevés. Jusqu'ici, le Canada n'a obtenu qu'une bien faible part du commerce chinois. L'année 1958 a été la meilleure depuis l'avènement du communisme en 1949; nos ventes directes ont alors atteint 7.8 millions de dollars du Canada (comparativement à 1.4 million seulement en 1957). En outre, des marchandises d'une valeur de 3 millions de dollars, estime-t-on, seraient parvenues à la Chine par la voie d'autres pays, ce qui porterait le total pour l'année à environ 11 millions de dollars. Cependant, la majeure partie de ce montant (7 millions de dollars) était attribuable à des ventes de blé motivées par un concours de circonstances qui ne s'est pas répété en 1959. Au cours du premier semestre de l'an dernier, les ventes ont été faibles dans tous les domaines. Le total s'est établi à \$864,000 et, sur ce montant, \$808,000 ont été répartis entre trois groupes de produits, soit des tiges de cuivre (\$613,000), du nickel (\$167,000) et des appareils scientifiques (\$28,000), commandés antérieurement.

La situation a semblé s'améliorer au cours du second semestre, alors que nous avons recommencé nos exportations d'appareils de cobalt-thérapie (\$180,000 en août), de magnésium (\$64,000 en juillet et août), de produits chimiques et pharmaceutiques (\$221,000 à la

fin de septembre), de résine synthétique (\$3,000), de phosphore jaune et rouge (\$150,000), de caoutchouc synthétique (plus de 1 million de dollars), de polystyrène (\$140,000) et de lingots d'aluminium (plus de 2.5 millions de dollars). Certains de ces produits ne figurent pas dans la statistique canadienne puisqu'ils arrivent en Chine par la voie d'autres pays. L'aluminium par exemple a été expédié en majeure partie par Hong-Kong.

Les exportations chinoises vers le Canada en 1957 et 1958 se sont maintenues à 5.4 millions de dollars, et au cours du premier semestre de 1959, elles ont atteint exactement le même montant qu'au cours de la période correspondante de 1958, soit 2.8 millions de dollars. Cependant, si la Chine n'a pas augmenté ses ventes en 1958 ni en 1959 c'est qu'elle était incapable de livrer les marchandises que des Canadiens avaient commandées ou désiraient obtenir. Cette situation s'améliorera probablement au cours de la présente année. Les achats canadiens en Chine visent surtout certains produits traditionnels comme les noix de Grenoble et les arachides, les pelleteries, le thé, les tapis, les œufs ainsi que les articles d'artisanat, et il n'y a pas lieu d'attendre de ces chefs des augmentations très sensibles. Néanmoins, la gamme des produits chinois vendus au Canada, surtout dans le domaine des textiles, a pris un peu plus d'ampleur en 1959. Les importations de coton blanchi et de vêtement de laine peignée, les nappes de table, les essuie-mains, les mouchoirs, les taies d'oreillers, les napperons, etc., augmentent régulièrement bien qu'elles ne constituent qu'une faible portion des achats canadiens en Chine. Ensemble, ces produits occupent maintenant le troisième rang en importance dans nos importations en provenance de la Chine, immédiatement après les noix de Grenoble et les arachides, et il se peut qu'ils montent au second ou même au

premier rang d'ici la fin de l'année. Les souliers de toile, le verre, les articles en verre, les articles de sport, la quincaillerie et le contre-plaqué font également des progrès sur le marché canadien. Alors que dans le cas des produits chinois traditionnels, la limite de la consommation canadienne est assez fixe, les produits, même durables, de consommation offrent la possibilité d'un accroissement sensible du commerce.

L'addition de quelques produits à la liste de nos exportations vers la Chine est encourageante et laisse entrevoir la possibilité d'un accroissement prochain de nos ventes. Les produits en vrac primaires et mi-ouvrés, en particulier l'aluminium, le nickel, le magnésium, le cuivre, l'acier, le caoutchouc synthétique, les matières premières plastiques, les produits chimiques et les engrais, semblent offrir les meilleures occasions. Les perspectives sont encourageantes aussi à l'égard du matériel scientifique, des préparations médicales, des médicaments et (pour plus tard peut-être) à l'égard du blé, du bois d'œuvre, de la pâte, du papier et du matériel d'usine (d'engrais chimiques, de pâte et de papier, par exemple).

La meilleure façon d'activer le commerce avec la Chine est la même que l'an dernier: une correspondance suivie et des visites personnelles dès que les Chinois ont manifesté de l'intérêt. ●

Le lecteur peut obtenir de plus amples renseignements sur le commerce avec la Chine en lisant divers articles parus dans "Commerce extérieur": "Commerce avec la Chine continentale", mars 1958; "Chine continentale", mars 1959; et "Voyage en Chine communiste", août 1959.

Sud Viet-nam, Cambodge, Laos

Ces trois pays ont connu, l'an dernier, des difficultés et aussi des succès. Nos ventes au Sud Viet-nam continueront probablement d'augmenter et notre commerce avec le Cambodge pourrait s'améliorer, mais le Laos n'offre qu'assez peu de possibilités.

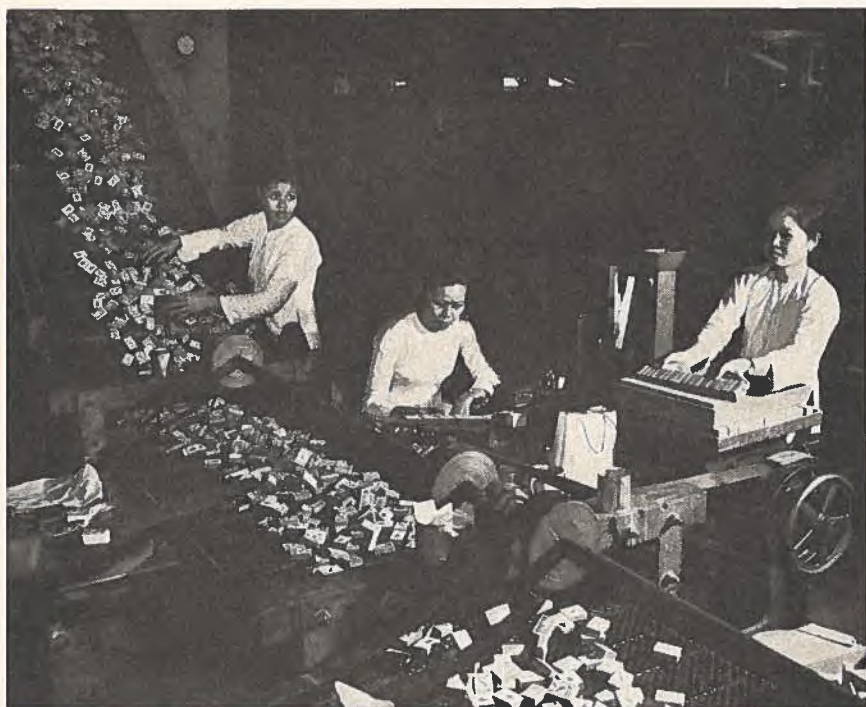
M. C. M. FORSYTH-SMITH, *Délégué commercial à Hong-Kong.*

SUD VIET-NAM

LES perspectives économiques du Sud Viet-nam se sont améliorées au cours des neuf premiers mois de 1959 et 1960 s'annonce bien. Si le pays doit encore compter sur l'aide des États-Unis pour financer son programme d'importation, ses projets d'expansion et les dépenses de

l'État, cette dépendance semble diminuer peu à peu. Grâce à l'accroissement des recettes d'exportation, à l'expansion de l'industrie locale et à une plus étroite réglementation des importations, la situation change graduellement.

Au cours des six premiers mois de 1959, les importations ont été beaucoup plus faibles qu'en 1958,



Afin de réduire ses achats extérieurs, d'économiser ses devises étrangères et de fournir de l'emploi à sa population, le Sud Viet-nam encourage l'expansion industrielle. Ces jeunes Indochinoises travaillent ferme dans une nouvelle allumière.

tandis que les exportations sont restées à peu près stables. Le déficit commercial a ainsi baissé de 100 à 85.6 millions de dollars des États-Unis. L'aide commerciale des États-Unis, tout en représentant encore un montant considérable, a été réduite et c'est précisément à cette réduction que tient la majeure partie du déficit. Au cours du premier semestre, les principaux fournisseurs du Sud Viet-nam ont été la France (27.4 p. 100), les États-Unis (23.1 p. 100), le Japon (17.7 p. 100) et l'Allemagne (4.5 p. 100). Les États-Unis ont fourni 28 p. 100, le Japon 22.9 p. 100 et la France 20.9 p. 100 des importations financées par les États-Unis.

Ventes de caoutchouc et de riz

Les ventes des deux principaux produits d'exportation, le caoutchouc et le riz, ont été considérables en 1959. La demande de caoutchouc a été forte durant le premier semestre et l'on espérait écouler toute la récolte à des prix un peu plus élevés qu'en 1958. Les ventes

à la France, qui, de façon générale, absorbent le plus gros de l'approvisionnement, ont sensiblement fléchi mais les envois aux États-Unis ont fort augmenté. D'après les estimations, la récolte de 1959 a été de l'ordre de 76,000 tonnes, ce qui représente une augmentation d'environ 15 p. 100 sur le chiffre de 66,000 tonnes obtenu en 1958. Au cours des neuf premiers mois de l'année, les ventes de riz se sont élevées à 183,000 tonnes métriques sur un excédent exportable de moins de 300,000 tonnes. On comptait écouler le reste avant la fin de l'année. Les accords déjà conclus prévoient l'expédition d'environ 80,000 tonnes pendant les trois premiers mois de 1960. Pour 1959-1960, on s'attend à une certaine augmentation de la récolte et à un excédent exportable de plus de 300,000 tonnes.

A la mi-août, le gouvernement a relevé aux fins de l'importation le taux officiel du franc français et baissé celui du sterling et du dollar, de façon à placer les trois devises

à peu près sur un même pied. Cette mesure a rendu la concurrence plus difficile de la part de la France, mais amélioré le sort du dollar et du sterling. Un certain nombre de produits sont passés des catégories admises au financement au taux officiel à des catégories admises au financement au cours du marché libre. Encore là, les exportations de la France ont été plus durement atteintes que celles des autres pays.

Le Sud Viet-nam a déployé de grands efforts pour développer l'agriculture. Au cours des dernières années, le programme de rétablissement rural a procuré des exploitations agricoles à quelque 112,000 nouvelles familles. En outre, des crédits considérables ont stimulé l'expansion agricole et le replantage de caoutchoutiers.

Progrès industriels

Un certain nombre de projets d'ordre industriel, qui étaient à l'étude depuis un certain temps, semblent maintenant sur le point de se réaliser. Les entreprises en cause atteindront probablement le stade de la production d'ici 12 ou 18 mois. Il s'agit notamment d'une fabrique de bouteilles, d'une papeterie, d'une usine de produits pharmaceutiques, d'un établissement frigorifique et d'une cimenterie. Une usine textile est en exploitation et le tissage artisanal fait de grands progrès; les importations de produits textiles ont ainsi fléchi de 48 millions de dollars des É.-U. en 1958 à 40 millions l'an dernier. On espère arriver à quelque 25 millions en 1960. Il est aussi question d'établir d'autres usines textiles et des raffineries de sucre. Ces établissements auraient le double avantage de réduire les importations et de fournir de l'emploi. L'État a autorisé le premier placement privé de quelque importance dans l'industrie: une société des États-Unis consacra 2 millions de dollars à une filature de coton de 15,000 fuseaux qui doit être établie près de Saigon. La société américaine a formé une association avec des sociétés locales, vietnamiennes et chinoises, laissant

à ces dernières 55 p. 100 des actions et en gardant pour elle-même 45 p. 100.

Les grands problèmes économiques de l'heure sont un fort déficit budgétaire et une tendance de plus en plus marquée à l'inflation, mais ils n'ont pas encore porté atteinte à l'optimisme qui règne de façon générale dans les milieux gouvernementaux et commerciaux.

Aide étrangère

Pour l'année financière en cours, on estime l'aide non militaire venant de l'étranger à 175 millions de dollars américains, dont 140 millions sous forme d'aide commerciale, 30 millions destinés au financement d'entreprises et 5 millions en assistance technique. L'année précédente, le total avait été de 181 millions. L'aide militaire baissera à 130 millions au cours de 1959-1960, de 144 millions qu'elle était l'an dernier. Il est possible qu'à l'avenir l'aide commerciale diminue au profit de l'aide industrielle et militaire. Le Sud Viet-nam espère obtenir en 1960 de 40 à 45 millions de dollars américains du chef de ses exportations. L'ensemble des importations commerciales atteindra probablement quelque 200 millions. Les achats à l'étranger comprennent notamment des textiles, des produits agricoles, des véhicules à moteur, des produits du pétrole, des métaux, des produits pharmaceutiques, des machines, des appareils électriques, des produits chimiques, du papier, des engrais chimiques, des moteurs à combustion et des moteurs électriques.

Ventes canadiennes

Au cours du premier semestre de 1959, nos exportations directes vers le Sud Viet-nam se sont sensiblement accrues, atteignant à peu près le montant global de 1958, soit 250,000 dollars du Canada. En outre, nos expéditions par la voie de Hong-Kong, de ports des États-Unis et probablement de Bangkok ont aussi fort augmenté. A titre d'illustration, nous pouvons citer le cas de l'aluminium qui est importé

à Hong-Kong en lingots, laminé puis revendu au Sud Viet-nam sous forme de tôles, de cercles, etc., et celui du fer-blanc que nous vendons par New-York. Nous fournissons aussi de plus en plus de matières premières à l'industrie grandissante des matières plastiques. Le Canada a donné, sous le régime du Plan de Colombo, quelque 300,000 tonnes de produits alimentaires en 1958-1959 et en 1959-1960. Les devises locales obtenues en contrepartie de ces aliments serviront à financer des entreprises d'expansion convenues. C'est là la première aide canadienne en dehors de l'assistance technique et de l'aide en matière d'éducation.

Nos perspectives de vente au Sud Viet-nam sont de plus en plus brillantes. Les progrès industriels de ce pays assurent à nos exportateurs un marché toujours grandissant.

CAMBODGE

AU cours du premier semestre de 1959, l'économie du Cambodge est demeurée stable, sans grande tendance bien marquée. Le commerce en général s'est maintenu presque au même chiffre que pendant le premier semestre de 1958, et les importations, au montant de 27 millions de dollars des États-Unis, ont à peu près égalé les exportations. L'expansion industrielle a été assez restreinte, mais on a lancé quelques petites industries dont, en particulier, un atelier d'emballage, une fabrique de produits pharmaceutiques, une brasserie, une conserverie de poisson et deux savonneries.

Programme d'expansion

Le Cambodge a fait connaître récemment les détails de son premier plan quinquennal d'expansion. Ce plan, dont la durée s'étend de janvier 1960 à la fin de 1964, vise à accroître de 28 p. 100 le revenu national et de 16 p. 100 le revenu de la population et à augmenter la production grâce à une amélioration du matériel et des techniques, à la construction d'usines, à l'irrigation, à l'aménagement de routes, et ainsi de suite. Il accorde une place parti-

culière à l'éducation, à l'hygiène publique et au bien-être social. Pour atteindre l'objectif prévu, il faudra quinze milliards de riels (80 riels=1 dollar du Canada), dont six milliards proviendront du revenu national, trois milliards de l'aide extérieure et les six autres milliards de sources privées. Au cours des cinq années, deux milliards de riels seront consacrés à la construction d'édifices publics, écoles, hôpitaux et cliniques, et 2.5 milliards à l'aménagement d'un nouveau port de mer, d'un aéroport ainsi qu'à l'expansion des voies ferrées et des routes.

Le reste du montant sera affecté à des entreprises de production, notamment à l'agriculture, puisque la rareté des ressources minérales restreint les possibilités de croissance industrielle.

Le riz, le caoutchouc et le maïs étant les trois principaux produits d'exportation, leur production recevra une attention spéciale. Le plan prévoit une augmentation des superficies consacrées à la culture du riz, du caoutchouc, du coton, de la canne à sucre, des graines oléagineuses, du café et du tabac. Les autorités visent à porter la production de coton à 5,000 tonnes, celle de canne à sucre à 50,000 tonnes et celle de caoutchouc à un chiffre de l'ordre de 34,000 à 50,000 tonnes.

Un fait, qui peut être de grande importance économique, a été l'inauguration de la première grande route reliant directement Phnom-Penh au port en eau profonde de Kompong Som. Ainsi, une riche région forestière est devenue accessible, mais il est probable que sa mise en exploitation ne se fera pas de façon rapide et que le Mékong restera, quelque temps encore, le principal moyen de transport.

Le Cambodge a adopté l'an dernier une série de mesures législatives visant à réglementer le marché local. Les autorités ont resserré leur surveillance des dépenses provinciales et se sont attaquées à la corruption dans les services administratifs. Elles ont même introduit

la peine de mort dans le cas de graves détournements de fonds publics.

Exportations et importations

Au cours des six premiers mois de 1959, les ventes à l'étranger de riz, principal produit d'exportation, n'ont atteint que 125,000 tonnes métriques, au regard de 189,000 tonnes pour la période correspondante de 1958. En valeur, le fléchissement a été de 30 p. 100, soit de 17 à 13 millions de dollars des États-Unis, par suite de baisses des prix et d'une diminution de la production de première qualité. Par contre, les envois de caoutchouc se sont à peu près maintenus en volume et des hausses de prix ont accru les revenus de cette source d'environ 30 p. 100, soit de 6 à 8 millions de dollars des États-Unis. Les exportations de bois d'œuvre vers Hong-Kong et les ventes de bestiaux à la Chine communiste ont aussi fait des progrès. Les principaux débouchés du Cambodge ont été la France (11 millions de dollars des États-Unis), les États-Unis (5.9), Hong-Kong et Singapour.

Par suite d'une réduction des allocations de devises sous le régime du programme américain d'aide commerciale et du fléchissement des réserves de devises étrangères, le Cambodge a diminué ses achats à l'étranger durant la première partie de l'année. Cependant, au cours du second semestre, il y a eu reprise et il est probable que, pour les douze mois, le total ne soit pas très éloigné de celui de 74 millions de dollars établi en 1958. Pendant le premier semestre, les principaux fournisseurs ont été: la France (11.03 millions de dollars des É.-U.), le Japon (3.7), la Chine communiste (2.3), et les États-Unis (2.06). La part américaine du marché a baissé quelque peu, tandis que les importations en provenance de la Chine ont sextuplé. A cause de longues habitudes chez les consommateurs, de bonnes méthodes de vente et de la communauté de langue, la France est sans

doute appelée à demeurer le principal fournisseur. Le Cambodge achète surtout des textiles, des machines, des métaux, des produits métalliques, des denrées alimentaires, du papier, des produits du papier, des moteurs, des engrais et des produits chimiques.

Tarif douanier

Le 13 août dernier, le Cambodge adoptait un nouveau tarif douanier fondé sur la classification de Bruxelles. Le document, à trois colonnes, comprend un tarif de préférence applicable à certains produits de la France et des colonies françaises, un tarif minimum applicable aux produits des signataires du G.A.T.T. et un tarif général trois fois plus élevé que le tarif minimum et visant les importations en provenance de pays non signataires du G.A.T.T. Ce nouveau tarif aura pour principal effet de relever le coût des marchandises importées de pays, comme la Chine communiste, qui n'ont pas signé l'Accord général et, par voie de conséquence, d'accroître les achats dans les pays asiatiques signataires de l'Accord.

Perspectives

Notre commerce avec le Cambodge est resté faible l'an dernier; nous avons fait peu de ventes directes. Nous y écoulons toujours certains articles par la voie de Hong-Kong, de Bangkok et, jusqu'à un certain point, des États-Unis, mais notre part de ce marché demeure restreinte. Presque toutes nos importations du Cambodge nous arrivent par Hong-Kong et consistent en cassis, en poivre et en plumes.

Nous pouvons espérer accroître nos échanges avec ce pays mais, comme dans le cas du Sud Viet-nam, il nous faudra augmenter nos efforts. Les possibilités inexploitées sont moins grandes au Cambodge qu'au Sud Viet-nam, mais la situation du point de vue de la balance des comptes étant plus favorable et les restrictions à l'importation moins rigoureuses, il devrait nous être possible d'y vendre une plus grande variété de produits.

LAOS

Le Laos demeure toujours dans une large mesure tributaire de l'aide étrangère. Les frais de l'armée, de la police et de la plupart des services administratifs sont acquittés grâce à l'aide reçue notamment des États-Unis et environ 98 p. 100 des importations et 60 p. 100 du budget national sont financés de la même manière. Les réformes monétaires introduites vers la fin de 1958 ont causé une incertitude qui s'est traduite par un ralentissement général du commerce intérieur et extérieur au cours de la première moitié de 1959. Toutefois, vers le milieu de l'année, on pouvait noter une amélioration sensible et le commerce semblait reprendre. Mais voilà que récemment la situation s'est compliquée de troubles politiques dont on ne saurait prévoir les répercussions lointaines.

Le plan d'expansion quinquennal annoncé au mois de juillet pré-suppose une aide étrangère au moins égale au chiffre d'aujourd'hui. Les autorités espèrent qu'aux montants actuels viendront s'ajouter des placements privés et elles s'efforcent de les encourager au moyen de lois garantissant le rapatriement des bénéfices et des capitaux. Elles proposent, en outre, l'établissement d'entreprises, auxquelles elles participeraient financièrement de concert avec des particuliers, surtout dans le domaine des services d'utilité publique. Au cours des cinq années, on dépensera 2.5 milliards de kips; un milliard sera affecté au bien-être social, un milliard à l'outillage en général, à des travaux publics et ainsi de suite, et 500 millions à l'agriculture, à l'élevage, à la sylviculture et à un programme restreint d'expansion industrielle. (Ces chiffres ont été arrêtés alors que le kip valait 1/35 du dollar américain; le cours actuel est de 1/80.)

La production de minéraux se limite à de faibles quantités d'étain. Toutefois, il y a une amélioration sous ce rapport et, en 1958, le Laos a obtenu 611.4 tonnes de concentrés d'une teneur de 50 p. 100. De

nouveaux capitaux ont été placés dans cette industrie et la production devrait continuer d'augmenter. Grâce aux levés géologiques effectués ces dernières années, d'importantes réserves d'étain ont été découvertes ainsi que des gisements d'anthracite de haute qualité qu'il serait possible d'exploiter à ciel ouvert. Un groupe français espère commencer bientôt des travaux de recherche pour découvrir du pétrole.

Du point de vue industriel, le Laos demeure extrêmement primitif, mais il y a lieu de noter certains progrès. On a établi des scieries ainsi que des briqueteries et des fabriques de glace, de boissons gazeuses et de cigarettes. Une cimenterie commencera à produire cette année.

La production agricole demeure en grande partie confinée aux besoins des agriculteurs, mais les plantations de caoutchoutiers, détruites au cours des troubles politiques du début de 1950, sont graduellement rétablies. La culture du café, du chanvre et de l'ananas reçoit de l'encouragement et on s'attend à de bons résultats.

Les exportations du Laos s'établissent normalement à environ 1 million de dollars des États-Unis par année. Toutefois, à ce chiffre devrait s'ajouter une certaine somme représentant le commerce illicite de l'opium. Les principaux produits d'exportation sont l'étain, le benjoin, le café, le sticklac et le bois de teck.

Les importations commerciales sont de l'ordre de 50 millions de dollars des États-Unis par année et sont financées en majeure partie par les États-Unis. Les principaux produits importés sont notamment des articles mi-ouvrés, des articles de consommation, des fils, des textiles, des matériaux de construction, des articles électriques et du matériel de scierie. Au cours des trois dernières années, les principaux fournisseurs ont été la France, Hong-Kong, le Japon, la Thaïlande et les États-Unis. Dans le domaine commercial, le seul fait à signaler

en 1959 est l'adoption d'un nouveau tarif douanier qui est entré en vigueur au mois de mars. En dépit d'une baisse générale des droits, le coût à l'importateur a augmenté du fait que ces nouveaux droits sont établis d'après la valeur c.a.f. en kips au nouveau cours du change.

Le Canada n'obtient qu'une faible part du marché laotien. Toutefois,

nous avons vendu des avions et il sera peut-être possible d'accroître quelque peu le volume de notre commerce. Il est probable aussi que de faibles quantités d'autres marchandises canadiennes atteignent le Laos par des pays tiers. Toutefois, autant qu'on peut les prévoir, les possibilités demeureront restreintes. ●

Fédération de Malaisie

Grâce à une augmentation de la production et des prix du caoutchouc et à de meilleures perspectives à l'égard de l'étain, la Fédération de Malaisie connaît une période de prospérité. La levée des restrictions aux importations dollars devrait créer de nouvelles possibilités pour le Canada.

M. M. P. CARSON, *Délégué commercial à Singapour.*

LES élections fédérales tenues en Malaisie en août dernier, les premières depuis l'indépendance, ont valu un renouvellement de mandat au gouvernement d'alliance dirigé par Tengku Abdul Rahman. L'administration réélue devra travailler à améliorer les conditions de logement et les moyens d'enseignement, ainsi qu'à organiser les régions rurales. Toutefois, une tâche s'impose de façon particulière: relever le revenu national. A cette fin, on accroîtra la superficie destinée à la production du caoutchouc et à d'autres cultures. Le gouvernement s'efforcera aussi de stimuler l'expansion des industries secondaires.

Caoutchouc

La Malaisie a toute raison de se féliciter des progrès économiques accomplis au cours des dernières années. Sa production de caoutchouc, principale source de recettes

d'exportation, augmente sans cesse et le programme de renouvellement des plantations commence à porter fruit. Pour la première fois depuis 25 ans, la Malaisie a supplanté l'Indonésie comme premier producteur et exportateur de caoutchouc au monde.

La décision annoncée vers le milieu de l'année de puiser aux stocks de la Grande-Bretagne et des États-Unis pour répondre aux besoins des consommateurs industriels a causé quelque inquiétude. Toutefois, le cours du caoutchouc s'est plus que maintenu, ce qui a valu à la Malaisie des recettes à peu près égales jusqu'ici. La vente à bon prix d'une production accrue s'est traduite par une prospérité inespérée. Les employés de l'industrie caoutchoutière étant mieux rémunérés disposent d'un plus fort pouvoir d'achat d'où une augmentation des ventes au détail.

Au cours des dix premiers mois de 1959, les exportations globales de caoutchouc de toutes qualités se sont chiffrées à 997,000 tonnes fortes, ou à 112,000 tonnes de plus que pendant la période correspondante de 1958. Elles ont atteint leur sommet en octobre avec 110,000 tonnes, volume qui n'avait jamais encore été égalé, même pendant la guerre de Corée. Le cours du dollar malais s'est élevé à un chiffre sans précédent, en gagnant peu à peu sur la livre sterling à laquelle il est rattaché. Le revenu de la Fédération sera accru de millions de dollars du fait que le cours du caoutchouc est bien supérieur à celui qui a servi de base aux prévisions budgétaires. En un mot, les perspectives sont bonnes et l'optimisme règne.

Au cours de ces mêmes mois, le principal acheteur de caoutchouc malais a été l'U.R.S.S. Les envois maritimes en Russie se sont chiffrés à 152,000 tonnes fortes, au regard de 40,000 tonnes durant la période correspondante de 1958. Les États-Unis d'autre part ont accru leurs achats de 50,000 tonnes, ce qui en a porté le volume à 148,000 tonnes, mais la Grande-Bretagne a réduit les siens à 135,000 tonnes, 30,000 tonnes de moins qu'en 1958. Pour sa part le Canada a acheté 28,000 tonnes de caoutchouc malais, soit 7,000 tonnes de plus que pendant la période correspondante de 1958.

Étain

Les prix de l'étain sont demeurés fermes et les perspectives sont plus brillantes qu'elles ne l'étaient il y a un an. En dépit des fluctuations du marché causées par la grève de l'acier aux États-Unis, la production s'est maintenue. Les exportations au cours du premier semestre de 1959 se sont établies à 20,500 tonnes. Pour le troisième trimestre de l'an dernier, le contingent établi sous le régime de l'Accord international a été porté de 23,000 à 25,000 tonnes, dont 37.75 p. 100 attribués à la Fédération. Les aug-

mentations supplémentaires annoncées au début de septembre devaient, espérait-on, remettre l'industrie sur un pied normal d'activité. Grâce à la reprise dans l'industrie manufacturière nord-américaine, les perspectives pour 1960 sont plus encourageantes.

Commerce extérieur

Les fortes exportations et les prix élevés du caoutchouc ont également valu à la Malaisie un accroissement de son commerce global l'an dernier. De janvier à octobre 1959, les exportations ont dépassé de 129 millions de dollars canadiens le chiffre correspondant de 1958. Au cours de la même période, les importations ont fléchi d'environ 31 millions de dollars canadiens et le compte du commerce extérieur s'est soldé par un actif.

Fait à signaler, la part de Singapour dans les exportations panmalaises a été de 657 millions de dollars canadiens et celle de la Fédération de 395 millions seulement. Étant donné les excellents services de commerce d'entrepôt offerts par Singapour, l'écart est encore plus prononcé dans le cas des importations. Pendant les dix mois en cause, les achats de la Fédération se sont établis à 241 millions de dollars canadiens et ceux de Singapour à 766 millions. Cependant, en 1959, les exportations de Singapour ne se sont accrues que de 33 millions de dollars canadiens tandis que celles de la Fédération ont augmenté de 95 millions.

Le caoutchouc, l'étain, les huiles végétales et les ananas en boîtes sont les principaux produits achetés par le Canada dans la Fédération et à Singapour. Au cours des dix premiers mois de 1959, nos importations malaises ont atteint 21.1 millions de dollars, soit près de 50 p. 100 de plus qu'en 1958 et nous ont placés au neuvième rang sur la liste des clients de la Malaisie. Pendant ce temps, les importations de la Malaisie en général de produits canadiens ont fléchi d'environ 300,000 dollars du Canada pour s'établir à

3.3 millions. Une étude détaillée de la statistique indique que pendant les dix premiers mois de 1958 et de 1959, nos exportations directes vers les ports malais sont demeurées au même montant, soit \$700,000, alors que celles vers Singapour ont fléchi de \$300,000, de 2.9 millions qu'elles avaient représentés pendant les dix premiers mois de 1958.

Le 1^{er} juillet 1959, la Malaisie a levé toutes les restrictions à l'importation des produits dollars, donnant ainsi libre accès à un grand nombre de marchandises autrefois importées par voie de Hong-Kong selon un régime assez ennuyeux et coûteux. Grâce à la baisse des prix attribuable à cette mesure, bon nombre de ces produits peuvent aujourd'hui faire concurrence aux marchandises européennes, japonaises et australiennes. La Malaisie demeure néanmoins un marché soumis à la volonté de l'acheteur. La demande de produits dollars est peu considérable et la vente se résume à offrir des marchandises acceptables à des prix de concurrence.

Expansion industrielle

La Fédération de Malaisie cherche à accroître son revenu national en stimulant la création d'industries secondaires. La Loi sur les "industries pionnières", établie l'an dernier, incite les fabricants locaux et étrangers à entreprendre des travaux d'expansion. Plusieurs projets ont déjà été acceptés au titre "d'industries pionnières" et un programme bien conçu d'industrialisation lente est en voie de réalisation. L'an prochain marquera l'établissement d'une Société de financement de l'expansion industrielle de la Malaisie avec un capital initial de 5 millions de dollars canadiens. Le secteur privé de l'industrie bénéficiera de cette institution, à la condition évidemment de proposer des entreprises qui pourront être considérées comme étant d'intérêt national.

Un récent rapport en provenance de Kuala-Lumpur révèle qu'un montant global de 40 à 50 millions

de dollars canadiens a été placé dans 21 "industries pionnières" fournissant du travail à plus de 1,000 personnes. Il s'agit de quatre fabriques de peinture, trois établissements de produits pharmaceutiques ainsi que des usines pour la fabrication d'accumulateurs, de câbles et de fil métalliques, de contenants en métal, d'acide sulfurique, de ciment, d'alumettes, de compteurs électriques, de matières isolantes, de matières plastiques, de pansements médicaux et d'articles de toilette.

D'autres projets sont à l'étude, notamment la construction d'une usine de pneus, d'une raffinerie de sucre, d'une meunerie, d'un établissement d'engrais chimiques, etc. Ces nouvelles entreprises sont concentrées principalement dans la ville industrielle de Petaling Jaya près de la capitale, Kuala-Lumpur, et des aménagements portuaires de Port Swettenham qui sera muni d'un nouveau quai de 500 pi. en 1960. Des travaux de 10 millions de dollars canadiens aux détroits de Kelang-Nord fourniront des installations supplémentaires qui amélioreront les services de transport maritime de la région industrielle. Johore Bharu, dans l'État de Johore, près de Singapour, est le deuxième centre en importance du point de vue des possibilités d'expansion industrielle.

Ventes canadiennes

Cette façon judicieuse de travailler à l'expansion industrielle devrait favoriser les exportateurs canadiens qui sont en mesure de vendre des machines et du matériel, des services techniques ainsi que des matières premières et mi-ouvrées. Le Canada trouvera en Malaisie des débouchés de plus en plus importants pour le plomb nécessaire à la fabrication d'accumulateurs, le soufre employé dans la production de l'acide sulfurique, les substances réfractaires pour les fours à ciment et les raffineries de sucre, l'aluminium et le fil métallique, les matières plastiques et une grande variété d'autres produits. ●

Singapour

Le Canada devrait bénéficier des mesures de libération du commerce adoptées l'automne dernier, à condition, toutefois, que ses prix soient suffisamment bas. Le marché semble favorable à certains biens de consommation, au matériel technique et aux matières premières destinées aux industries lourdes.

M. B. C. STEERS, *Délégué commercial adjoint à Singapour.*

SINGAPOUR, dont la superficie ne couvrirait pas le tiers de l'île Manitoulin sur la rive nord du lac Huron, est à un degré seulement de latitude nord et en longitude presque vis-à-vis Sault-Sainte-Marie, de l'autre côté du globe. Malgré sa faible étendue, 27 milles de longueur sur 14 milles de largeur, cette île compte une population un peu plus nombreuse que celle de la Colombie-Britannique.

Singapour est dépourvue de minéraux et contient très peu de terres arables. Elle a moins d'industries qu'une ville moyenne de l'Ouest de l'Ontario. Cependant, le niveau de vie y est plus élevé qu'en tout autre pays du Sud-Est asiatique. Les principales sources de revenu, qui n'ont pas changé depuis la fondation de la ville par sir Stamford Raffles en 1819, sont le commerce et le transport maritime.

D'après les derniers chiffres connus, le commerce extérieur de l'île a atteint, de janvier à octobre 1959, près de 1,592 millions de dollars du Canada, dépassant ainsi de quelque peu le chiffre de la période correspondante de 1958. Vers le début de l'année les affaires ont semblé languir mais en juillet, il y a eu reprise et le volume des échanges a dépassé celui du mois de juillet précédent. La statistique provisoire mentionne, pour octobre, un chiffre mensuel sans égal depuis avril 1951. De l'avis des hommes d'affaires, la statistique commerciale de 1959 confirmera que l'année a été prospère, sans être la meilleure connue jusqu'ici.

Pour ce qui est du transport maritime, le port de Singapour a reçu,

de janvier à juillet 1959, 5,850 navires affectés au commerce extérieur, d'une jauge globale de 18,349,000 tonnes.

Quiconque étudie le commerce extérieur de Singapour est frappé par les relations étroites qui existent entre cette île et son voisin du Nord, la Fédération de Malaisie. En 1958, plus de 70 p. 100 du commerce extérieur de la Malaisie s'est fait par Singapour et la proportion n'a guère diminué en 1959. L'activité commerciale de l'île varie selon les fluctuations de l'offre et de la demande des deux principaux produits d'exportation de la Malaisie, le caoutchouc et l'étain.

Au cours des dix premiers mois de 1959, la production malaise de caoutchouc a dépassé celle de la période correspondante de 1958. Les exportations ont été considérables, en particulier durant les derniers mois de l'année, atteignant en octobre un sommet de 110,000 tonnes. En dépit de fluctuations passagères, les prix sont restés à la hausse pendant toute l'année, au point qu'en novembre, ils dépassaient tous les sommets atteints depuis le début d'octobre 1955.

Pendant cette période, les expéditions d'étain ont augmenté de 8 p. 100 par rapport à celles de la période correspondante de 1958 et ont représenté, pour toute la Malaisie, 36,663 tonnes. L'offre accrue de ce métal n'a guère influé sur les prix de Londres qui se sont maintenus, au comptant, entre £790 et £793 la tonne.

Le 1^{er} août 1959, les gouvernements de Singapour et de la Fédération de Malaisie ont simultanément

atténué leurs restrictions aux importations directes de produits dollars (voir *Commerce extérieur* de septembre 1959). Pour la première fois depuis la fin de la guerre en 1945, les pays dollars se sont trouvés sur un pied d'égalité avec leurs concurrents de la zone sterling et de l'Europe occidentale.

Il est encore trop tôt pour savoir quelles répercussions ces mesures de libération auront sur les exportations canadiennes. Déjà, toutefois, plusieurs produits nouveaux arrivent du Canada à Singapour et les agents locaux prévoient des ventes considérables. Le bacon et le jambon canadiens en boîtes ont repris dans les établissements de détail de Singapour une place qu'ils n'occupaient plus depuis 1939. Les médicaments brevetés ont fait de nouveau leur apparition sur ce marché, et les magasins locaux offrent un nouveau modèle de chemises de ville de confection canadienne. Les marchands espèrent obtenir bientôt une variété d'accessoires ménagers. Des stylographes à billes "Fabriqués au Canada" ont été importés récemment pour la première fois et sont réexportés par les négociants locaux vers les marchés voisins. Les tondeuses mécaniques à gazon de modèles canadiens sont en vogue et les ventes de ces machines augmentent rapidement.

Le commerce du Canada avec Singapour et la Fédération de Malaisie présente deux caractéristiques principales. D'abord, la balance nous est défavorable et ensuite nos ventes sont très variées alors que nos achats à Singapour se limitent à un petit nombre de produits dont le caoutchouc, l'étain et une certaine quantité d'ananas en boîtes. D'après la dernière statistique recueillie, pendant les neuf premiers mois de 1959, nos exportations se sont établies à 2,560,000 dollars du Canada, soit à \$300,000 de moins que pendant la période correspondante de 1958. La concurrence est la cause de ce fléchissement. Par suite d'une préférence pour les petites voitures européennes et australiennes à meilleur marché, nos

ventes de véhicules et de pièces de véhicules à moteur ont baissé au cours des quelques dernières années; en outre, l'Afrique du Sud a remplacé le Canada comme fournisseur d'amiante. Les nouveaux produits canadiens qui ont pris pied sur ce marché n'ont pas contrebalancé la perte de notre marché de matériel de transport et d'amiante. Les efforts des visiteurs canadiens en vue de stimuler la vente de leurs produits ont été couronnés de succès et une certaine quantité d'amiante canadien a été commandée pour livraison en 1960.

Tout produit de consommation qui se vend en été au Canada ou qui peut être employé en toute saison présente de bonnes possibilités de vente à Singapour. L'industrie de la chaussure est très prospère et doit importer toutes ses matières premières, sauf le caoutchouc naturel. Il y a près de 100,000 voitures et camions dans l'île et les accessoires et les pièces détachées

se vendent toujours bien. En outre, Singapour doit importer presque tous les produits alimentaires qu'elle consomme et en achète des quantités considérables en Amérique du Nord, surtout aux États-Unis.

Quel que soit le produit fabriqué, il est facile de savoir s'il offre quelque possibilité. Il suffit pour cela d'écrire au délégué commercial du Canada à Singapour. Cependant, il faut avoir bien soin de réduire ses prix aussi bas que possible si on veut faire concurrence aux produits du Japon, de l'Allemagne et de l'Angleterre.

Les remarques qui précèdent visent surtout les biens de consommation, mais il ne faut pas oublier la demande de matériel technique et de matières premières destinées aux industries lourdes. Les importateurs achètent régulièrement des quantités considérables de ces produits qui servent à la fois à la consommation intérieure et à la réexportation. ●

Sarawak, Nord-Bornéo, Brunei

Ces trois territoires ont connu en 1959 une année prospère, marquée par l'abolition des restrictions à l'égard des produits dollars.

M. M. P. CARSON, *Délégué commercial à Singapour.*

SARAWAK

AU COURS de l'an dernier, les conditions économiques se sont améliorées dans cette colonie britannique de 650,000 habitants. Le caoutchouc naturel a été l'objet d'une demande soutenue et s'est vendu à des prix élevés. Comme dans le passé, la bauxite a constitué une source importante de devises étrangères; au cours des dix premiers mois, les expéditions ont atteint 189,000 tonnes, au regard de

100,000 pendant la période correspondante de 1958 et l'objectif de 200,000 tonnes semblait en vue. Les principaux débouchés ont été le Japon et Formose.

Au cours de l'année, les prix du poivre blanc ont augmenté et la colonie a obtenu de ce chef des recettes qui se sont ajoutées au montant considérable reçu de la vente du caoutchouc. Pendant les neuf premiers mois de l'année, les expéditions vers Singapour ont atteint

3,600 tonnes, comparativement à 2,343 tonnes durant la période correspondante de 1958. Les producteurs s'adonnent de plus en plus à la culture du poivre blanc dont les prix sont plus favorables. Par contre, les envois de poivre noir à Singapour ont fléchi sensiblement, soit de 3,172 tonnes au cours des neuf premiers mois de 1958 à 1,112 tonnes durant la période correspondante de 1959.

Dans l'ensemble, l'industrie du poivre a continué de subir les difficultés avec lesquelles elle est aux prises depuis les beaux jours de 1956 alors que les exportations avaient dépassé 20,000 tonnes. L'an dernier, les recettes globales ont fléchi de 250,000 dollars canadiens. On poursuit la recherche des moyens de combattre la maladie qui cause de grands ravages à cette précieuse récolte.

A la fin du troisième trimestre de l'an dernier, Sarawak avait un solde commercial actif de 21.8 millions de dollars canadiens, comparativement à 5.8 millions à pareille époque en 1958, ses exportations (134 millions de dollars) s'étant accrues de 22 millions et ses importations (112.2 millions) de 5.7 millions seulement.

L'Australie, qui a organisé un service de transport maritime direct avec les ports du Bornéo britannique, a accru ses achats de caoutchouc et d'autres produits du Sarawak. En septembre, ceux-ci ont atteint la somme de 1.1 million de dollars canadiens et ont placé l'Australie au premier rang des partenaires commerciaux de la colonie, du point de vue de l'augmentation des achats. Singapour a également fait de grands progrès sous ce rapport et, enfin, le Japon a lui aussi amélioré ses services de transport maritime direct avec Sarawak.

Au cours des dix premiers mois de 1959, les perceptions de droits d'exportation et d'importation et de taxes d'accise se sont accrues de 3 millions de dollars canadiens pour atteindre au total 10.4 millions.

L'amélioration de la situation économique en 1959 a aidé à la

mise en œuvre du programme d'expansion (1959-1963) dont le coût prévu est de 38.3 millions de dollars canadiens. Ce programme a pour objets principaux de perfectionner et d'accroître les services sociaux, de diversifier l'économie agricole fondamentale, de stimuler le plantage de caoutchoutiers à fort rendement et d'améliorer les moyens de communication aujourd'hui insuffisants.

On encouragera en outre la production du bois d'œuvre et le gouvernement aménagera une meunerie d'essai pour la production de farine de sagou de bonne qualité ainsi qu'une usine pour le mondage et la préparation du poivre. Dans le secteur agricole, la culture du palmier oléifère obtiendra la priorité et on s'efforcera de porter à 10,000 acres les plantations de cocotiers.

NORD-BORNÉO

CETTE petite colonie britannique de 420,000 habitants a connu l'an dernier une prospérité exceptionnelle. Les services maritimes la reliant directement au Japon, à l'Australie et à Hong-Kong se sont améliorés à une allure encourageante, surtout dans le cas du transport du bois d'œuvre et du bois de sciage dont ces pays achètent des quantités de plus en plus considérables.

A la fin de juillet 1959, le Nord-Bornéo avait expédié près de 20 millions de pieds cubes de bois en grume (mesure hoppus) et 1.2 million de bois de sciage, comparative-ment à seulement 25.3 millions de pieds cubes de grumes et 900,000 pieds cubes de bois scié durant toute l'année 1958. Au cours des sept premiers mois de 1959, le Japon à lui seul a acheté 65 p. 100 de toutes les billes exportées.

Traditionnellement, le caoutchouc était la principale source de devises étrangères, mais la situation s'est modifiée en 1958 alors que les ventes de bois de construction se sont élevées à 12.1 millions de dollars canadiens et celles de caoutchouc à 10.9 millions. Les résultats du premier semestre de 1959 in-

diquent la même tendance puisqu'au cours de cette période les expéditions de bois de construction se sont chiffrées à 7.7 millions de dollars canadiens et celles de caoutchouc à 6.7 millions seulement. Les autres principaux produits d'exportation sont le coprah, le tabac, le chanvre et le catéchu (cachou).

Les riches terrains volcaniques du Sud-Est, aux environs de Tawau, offrent de grandes possibilités pour la culture du cacao. De l'avis de certains spécialistes, les conditions y seraient plus avantageuses que dans les pays producteurs les plus renommés. Afin de stimuler la production, les autorités ont suspendu tous les droits d'exportation jusqu'au 1^{er} janvier 1967. Des centaines d'acres ont été ajoutées aux plantations grâce, en partie, à des fonds obtenus de la *Colonial Development Corporation*. Des plantages expérimentaux effectués par le gouvernement ont donné de bons résultats et on poursuit la recherche des moyens de combattre une maladie qui peut atteindre les cacaoyers.

Des quelque 22 millions de dollars canadiens engagés dans des travaux d'intérêt public au cours des années 1957 à 1959, la colonie a fourni environ huit millions alors que le reste a été assuré par des subventions accordées par le Trésor du Royaume-Uni et des emprunts négociés sur le marché londonien. Les autorités s'efforcent d'encourager les placements dans le secteur privé; à cette fin elles ont mis en vigueur une ordonnance spéciale dite des industries "pionnières" et exempté des droits d'exportation, pendant quelques années après leur établissement, les exploitations de cacao, d'huile de palme, de noix de palmier et de chanvre.

La Loi sur les industries "pionnières" a reçu un accueil très favorable. En effet, le nombre des particuliers et des sociétés demandant l'autorisation de lancer des entreprises agricoles ou de petites industries a augmenté de façon très sensible.

Le gouvernement travaille à la préparation d'un programme quin-

quennal d'expansion prévoyant la dépense de quelque 20 millions de dollars canadiens d'ici la fin de 1964.

BRUNEI

PAR une proclamation en date du 29 septembre 1959, Brunei s'est donné une nouvelle constitution. Autrefois, le gouverneur britannique de la colonie de Sarawak était en même temps haut-commissaire auprès du sultanat de Brunei et un Résident britannique faisait office de conseiller auprès du Sultan. Un poste distinct de haut-commissaire du Royaume-Uni a été créé et le Sultan songe à établir en temps opportun un régime électoral.

Brunei demeure, après le Canada, le principal producteur de pétrole du Commonwealth. Le bien-être de sa population de 60,000 habitants seulement, dépend presque exclusivement des exportations de ce produit. La colonie exporte aussi un peu de caoutchouc.

Pour prouver la prospérité du sultanat, il suffit de signaler qu'au cours du premier trimestre de 1959, les ventes de produits du pétrole à l'étranger se sont chiffrées à 27 millions de dollars canadiens alors que les importations ont atteint 6 millions de dollars seulement. Les recettes sont employées judicieusement afin d'assurer le bon fonctionnement de services de bien-être et de services sociaux très complets.

La société pétrolière de Brunei est le principal importateur d'outillage lourd, mais la grande activité qui règne depuis quelque temps dans l'industrie du bâtiment a accru le chiffre d'affaires d'un certain nombre de sociétés d'importation.

Occasions pour le Canada

A l'exemple de tous les pays du Commonwealth, les territoires de Bornéo ont atténué l'an dernier leurs restrictions à l'importation des produits dollars. Ces produits sont aujourd'hui admis librement mais la demande reste forcément restreinte. Le niveau moyen des revenus est assez bas, mais les travaux en cours

dans l'industrie du bois de construction du Nord-Bornéo devraient offrir des possibilités intéressantes aux sociétés canadiennes exportatrices de matériel connexe. Au cours du premier semestre de 1959, les ventes du Canada au Nord-Bornéo, constituées en majeure partie de machines et de matériel de transport, de certains produits ouvrés et de denrées alimentaires (surtout de farine de blé) n'ont atteint que 63,000 dollars canadiens, cependant que nos achats, principalement de caoutchouc, se sont élevés à \$109,000. Les moteurs hors bord ont constitué le gros des exporta-

tions canadiennes vers Sarawak, qui se sont chiffrées à \$305,000.

Les exportateurs canadiens qui désirent pénétrer dans ces marchés auraient avantage à recourir aux services de leurs représentants à Singapour. Bien qu'un certain nombre de commerçants locaux soient intéressés à obtenir des agences directes, à cause de l'exiguïté du marché les commandes sont trop faibles pour être rémunératrices. Les principaux négociants de Singapour ont dans les territoires de Bornéo des succursales ou des correspondants qui sont en mesure de faire un travail efficace. ●

Thaïlande

Les entreprises d'expansion industrielle, stimulées par les attraits offerts aux capitalistes étrangers, offrent des possibilités nouvelles aux fournisseurs de matières premières. Les exportateurs canadiens de ces matières et de services techniques ne devraient pas négliger ce marché.

M. B. C. STEERS, *Délégué commercial adjoint à Singapour.*

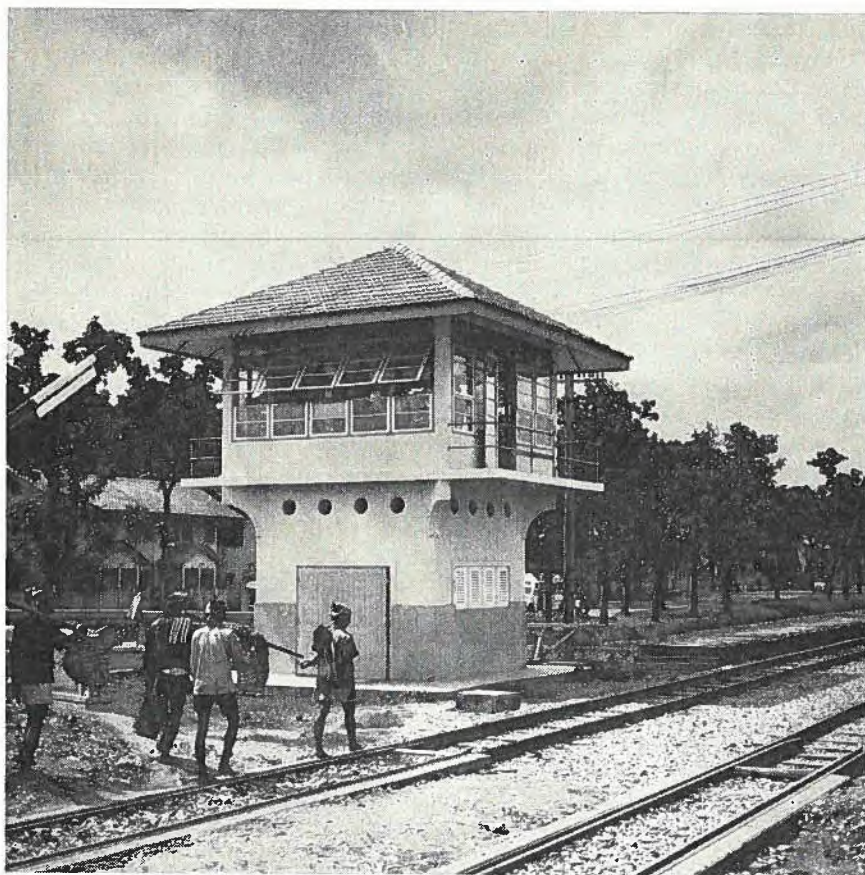
L'ANNÉE 1959 a été prospère pour les exportateurs thaïlandais de riz, de caoutchouc, d'étain et de maïs. La récolte de riz, principale source de devises étrangères de la Thaïlande, est estimée à cinq millions de tonnes, ou à quelque 500,000 de plus que la moyenne des dix dernières années. Les ventes à la Malaisie et au Japon ont été bonnes et l'Indonésie s'était engagée à faire des achats de 100,000 tonnes au cours de novembre et décembre. De janvier à octobre, les exportations de cette céréale se sont établies à 861,000 tonnes, ou à quelque 134,000 de moins que pendant la période correspondante de 1958, mais la statistique n'indique pas encore les répercussions sur les ventes à l'étranger de l'abondante récolte de la fin de 1959.

Les exportations de caoutchouc et d'étain se sont améliorées l'an dernier. Pour les dix premiers mois,

elles se sont élevées à 147,000 tonnes et 4,900 tonnes, respectivement, et les cours du caoutchouc se sont maintenus à la hausse pendant toute l'année.

En 1959, la demande de maïs thaïlandais a dépassé les approvisionnements. Lors de la rédaction du présent article, la production s'élevait à 210,000 tonnes; les Japonais en avaient commandé 170,000 tonnes et la Thaïlande avait reçu une autre offre d'achat de 30,000.

Cependant, malgré ces succès, la Thaïlande n'a pas réussi à réduire son déficit commercial. Les importations ont été considérables, au point que le gouvernement a menacé les importateurs de restrictions s'ils ne réduisaient pas leurs achats. Au cours des sept premiers mois de 1959, le déséquilibre du commerce thaïlandais s'est accru constamment. Les exportations



La Thaïlande porte une attention spéciale à ses chemins de fer. Comptant sur des prêts de la Banque mondiale, elle a établi un programme qui comprend le remplacement des rails, l'achat de locomotives, voitures et fourgons et l'aménagement d'un réseau de télécommunication. On voit ici une nouvelle tour de signalisation.

se sont établies à 134 millions de dollars du Canada, ou à 18.9 millions de moins que pendant la période correspondante de 1958, tandis que les importations se sont maintenues à peu près au chiffre de 1958, soit 233.9 millions.

En juin dernier, le gouvernement a relevé ses droits douaniers de 10 p. 100 à l'égard de tous les produits, sauf l'or. Comme les articles de première nécessité étaient atteints au même point que les articles de luxe, on a laissé prévoir certains rajustements à l'occasion d'une révision fondée sur la nomenclature de Bruxelles. Le tarif révisé devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1960.

Le nouveau tarif comprend quelque 2,000 rubriques alors que l'ancien n'en avait que 200. Les droits sur les articles les plus indispensables demeurent les mêmes ou sont réduits tandis que dans le cas des

articles de luxe ils sont relevés. Cette modification aura pour résultat d'accroître les recettes douanières.

La Thaïlande n'a toujours offert qu'un faible débouché aux produits canadiens, tout d'abord parce que ses importations globales ne sont pas considérables et, deuxièmement, parce que, n'étant pas industrialisée, elle n'a pas besoin de beaucoup de produits mi-ouvrés ou de matières premières. En outre, depuis quelques années, les frais de transport empêchent les exportateurs canadiens de rivaliser avec leurs concurrents du Japon et de l'Europe occidentale.

Au cours des dix premiers mois de 1959, les exportations du Canada vers la Thaïlande se sont établies à 1.7 million de dollars du Canada, ce qui a représenté une augmentation de 90 p. 100 environ par rap-

port au montant de la période correspondante de 1958. Les envois de farine de blé de l'Ouest canadien se sont élevés à 528,000 dollars du Canada pendant cette période, au regard de 418,000 l'année précédente. Cependant, ils sont restés un peu en deçà de ceux de 1956 et de 1957, qui avaient largement dépassé \$500,000.

Les exportations canadiennes de voitures, de camions et de pièces de voitures et de camions sont passées à \$195,000 après être tombées à \$82,000 pendant la période de janvier à octobre 1958. Nos ventes de limes et de râpes se sont maintenues à \$115,000; les conducteurs et les câbles en aluminium se sont bien vendus l'an dernier grâce aux entreprises thaïlandaises de production d'énergie et à des prix qui rivalisaient avec ceux des concurrents. De janvier à octobre 1959, nos ventes d'aluminium ont légèrement dépassé 250,000 dollars du Canada, tandis que celles de matériel électrique lourd (dynamos, génératrices, etc.) se sont établies à \$299,000.

La Thaïlande offre un débouché restreint à quelques autres produits canadiens, notamment les produits pharmaceutiques et chimiques, les engrais chimiques, les matières plastiques et l'avoine roulée. Nous y vendons aussi depuis plusieurs années des pneus de camions, d'autobus et de voitures automobiles. Au nombre des produits vendus pour la première fois en 1959, mentionnons les stylographes à billes, les déchets métalliques, les tiges à souder, certains produits textiles et les tondeuses mécaniques à gazon.

Essor industriel

Tout comme ses voisins du Sud-Est asiatique, la Thaïlande concentre ses efforts sur l'industrialisation. En novembre, les autorités ont établi une Société de finance industrielle en vue d'aider à l'établissement, à l'expansion ou à la modernisation des entreprises privées et d'encourager les placements intérieurs et extérieurs dans ces entreprises. Le capital de la nouvelle société est d'un million de dollars

canadiens, dont \$750,000 lui seront prêtés par l'Administration de coopération internationale et le reste lui sera fourni par la vente d'actions de \$50 chacune. La société souscrira des émissions d'actions, fournira ou obtiendra des conseils d'ordre technique et effectuera et garantira des emprunts à des taux d'intérêt inférieurs à ceux qu'exigent les banques commerciales.

En avril le gouvernement a institué une Commission de placements dont les fonctions sont de trouver les moyens de stimuler les placements intérieurs et étrangers, de recevoir et d'étudier les offres de placements et d'en établir les conditions. En novembre, les 28 fonctionnaires supérieurs attachés à la Commission avaient réussi à préparer la voie à 16 nouvelles industries et avaient accordé des exonérations de droits douaniers et d'impôts.

Possibilités de ventes

Chaque nouvelle usine établie en Thaïlande augmente les besoins de matières premières industrielles. Or le Canada est en mesure de fournir un grand nombre de ces matières et, dans plusieurs cas, à aussi bon compte que les autres producteurs en dépit des frais élevés qu'exige le transport entre les ports canadiens et Bangkok. Au cours des quelques prochaines années, le Canada devrait trouver moyen d'accroître ses ventes d'aluminium, de zinc, de cuivre, de matières plastiques (polystyrène, polyéthylène et vinyles), de produits chimiques industriels, d'électrodes, de boulons et d'écrous et de déchets métalliques en Thaïlande.

La Thaïlande commence à entreprendre des travaux de génie dans lesquels le Canada pourrait être appelé à jouer un rôle important. L'an dernier, plusieurs ingénieurs canadiens de haute compétence ont visité Bangkok afin d'étudier les perspectives d'affaires.

Dans un pays à court de capitaux comme la Thaïlande, la question financière joue un grand rôle dans l'établissement de nouvelles indus-

tries. Les autorités ont naturellement tendance à accepter les offres qui comportent du crédit à long ou à moyen terme et recherchent surtout celles qui consistent à aménager des

usines complètes, y compris l'outillage. Si les Canadiens veulent obtenir leur part des affaires en Thaïlande, ils se doivent d'étudier soigneusement ces divers éléments. ●

Birmanie

Grâce à une augmentation de ses réserves de changes et de prêts étrangers, la Birmanie peut compter sur une amélioration de sa situation. Les produits canadiens, maintenant sur un pied d'égalité avec ceux d'autres pays, demeurent assujétis à une licence. Les possibilités d'accroître nos ventes semblent excellentes.

M. M. P. CARSON, *Délégué commercial à Singapour.*

LE gouvernement provisoire de la Birmanie, au pouvoir depuis le mois d'octobre 1958, continue de travailler au développement de l'agriculture et à la création de nouvelles industries. De récents entretiens officieux sur l'économie du pays, auxquels ont participé des fonctionnaires supérieurs du gouvernement ainsi que des chefs d'entreprises birmans, portent à croire que le gouvernement va accorder une attention spéciale à la production agricole, notamment celle du riz, du bois et du caoutchouc, à l'exploitation minière et à l'établissement d'industries de transformation du riz, du bois et des produits dérivés de l'agriculture, dont la paille de riz et l'huile de son de riz.

Perspectives agricoles

Au cours des dix premiers mois de 1959, la Birmanie a exporté 1.6 million de tonnes de riz et de ses dérivés. C'est moins que l'objectif visé mais étant donné les prévisions pessimistes qui avaient été faites au début de l'année, le chiffre est tenu pour satisfaisant. On estime provisoirement à 1.8 million de tonnes l'excédent exportable en 1960; déjà, au mois d'octobre 1959, les autorités birmanes avaient conclu, avec les gouvernements de l'Indonésie, de l'Inde et de Ceylan en particulier,

des marchés visant la vente de plus d'un million de tonnes. D'autres négociations sont en cours et l'avenir s'annonce brillant.

La politique du gouvernement visant à améliorer et à augmenter le rendement de l'agriculture et des forêts a déjà assuré un accroissement de la production d'arachides, de jute et de teck. Dans la région pluvieuse du delta où se fait la culture du riz, on est parvenu à obtenir deux cultures par année. En février ou mars on sème du jute qui est récolté en juillet. Le terrain est ensuite prêt pour la culture du riz.

A cause de sa haute qualité, le jute birman est de plus en plus recherché en Grande-Bretagne et dans les pays du continent européen. Aussi, les producteurs s'efforcent-ils d'en accroître la culture aussi rapidement que possible. L'industrie du bois de teck a remporté un nouveau succès: pour la première fois des billes de teck vert ont été expédiées à l'étranger. La production globale de bois s'accroît; au cours des neuf premiers mois de 1959, le pays en a exporté 73,000 tonnes. L'an dernier, on a augmenté de 50,000 acres la superficie affectée à la culture des arachides et on prévoit une bonne récolte.

Au mois de septembre 1959, désireux d'attirer des capitaux étrangers,

le Parlement a adopté une loi sur les placements qui exempté les nouvelles entreprises de l'impôt sur le revenu et des droits d'importation. Le gouvernement songe aussi à fournir des garanties contre l'étatisation pendant dix et même, au besoin, 20 ans. Lors d'une récente réunion de fonctionnaires supérieurs sur la planification de l'économie nationale, il a été convenu que la première tâche consistait à rétablir le respect de la loi et l'ordre public. Les moyens de transport et l'agriculture ont aussi été jugés comme des éléments de premier plan dans l'expansion économique.

Des pourparlers sont actuellement en cours au sujet de l'établissement d'une entreprise mixte pour la construction d'une papeterie employant comme matière première du bambou et de la paille de riz. Aux capitaux fournis par les *Joint Venture Trading Corporations* et quelques nouveaux capitalistes birmans viendraient s'ajouter des capitaux étrangers jusqu'à concurrence de peut-être 40 p. 100. On projette aussi la construction d'une usine d'engrais chimiques. Une société américaine a obtenu des droits d'exploration en vue de la découverte de pétrole. Enfin, on est actuellement à aménager des installations pour l'emménagement et la manutention du riz et on songe à la construction d'usines pour l'extraction et le raffinage de l'huile de son de riz et de deux moulins pour le sciage du bois de teck.

Les réserves de devises étrangères de la Birmanie se sont accrues au cours de 1959. De 137 millions de dollars à la fin de décembre 1958 elles sont passées à 167 millions de dollars à la fin d'août 1959. La situation financière extérieure est meilleure qu'elle ne l'a été depuis plusieurs années. Les perspectives se sont améliorées grâce à deux éléments principaux: d'abord la récolte de riz de 1960 a été vendue bien à l'avance et en quantités satisfaisantes et, ensuite, le pays a pu obtenir de l'étranger des prêts et autre aide

financière qui lui permettront d'équilibrer son budget.

Au cours des sept premiers mois de 1959, les importations de la Birmanie se sont établies à environ 114.6 millions de dollars et ses exportations à 119.7 millions. Il est probable que le chiffre des importations s'est sensiblement accru au cours des trois mois subséquents (août à octobre) puisqu'un plus grand nombre de licences ont été accordées et aussi parce que les autorités ont acheté de fortes quantités de textiles et de filés de coton fabriqués dans différents pays au moyen du coton brut fourni par le gouvernement américain sous le régime de la loi d'intérêt public n° 480.

Licences d'importation

De temps à autre, la Direction des importations délivre aux importateurs enregistrés des licences leur permettant de commander des marchandises dans n'importe quel pays de leur choix. Un délai d'expédition de six mois, parfois plus, est accordé dans chaque cas.

Au mois de septembre dernier, la Direction a consenti un nombre considérable de licences à l'égard de textiles, d'aliments, d'accessoires ménagers, de papier journal et d'articles de toilette. Depuis deux ans, les trois premiers de ces produits étaient importés presque exclusivement par les *Joint Venture Corporations* et des organismes gouvernementaux comme la *Civil Supplies Management Board*. Récemment, la Direction a aussi délivré des licences à des commerçants particuliers. En octobre, les licences accordées visaient des aliments, du papier et de la papeterie, des pièces et accessoires d'automobiles et de camions, des produits chimiques, des matières colorantes, des articles de sport, des articles de photographie, de la quincaillerie, des matériaux de construction et des pneus. Quelques-unes ont été réservées aux commerçants privés alors que d'autres ont été partagées entre des particuliers, les *Joint Venture Corporations* et les coopératives.

Au cours des dernières années, les importateurs birmans sont devenus tellement nombreux que le gouvernement a senti le besoin d'en éliminer quelques-uns. L'élimination d'un importateur consiste à ne pas tenir compte de lui lors de la délivrance des licences. Au mois de juillet dernier, sur un total de 3,200 importateurs enregistrés quelque 1,500 avaient été ainsi éliminés, mais ceux qui avaient encore des licences valides gardaient le droit de les employer. Toutefois, certaines petites sociétés dont les noms ne figurent plus au registre des importateurs continuent d'importer à titre d'acheteurs après entente avec des sociétés titulaires de licences. Au mois d'octobre 1959, le ministère de l'Expansion du commerce a annoncé que cette pratique de réduire le nombre des importateurs serait maintenue.

Les importateurs birmans se montrent de plus en plus intéressés aux produits canadiens. Pendant longtemps les produits de la zone dollar étaient exclus du marché et même s'il existe une certaine demande accumulée, les licences ne seront accordées que selon les besoins et les disponibilités de devises étrangères.

Ventes canadiennes

L'envoi de quelque 268,000 boisseaux de blé canadien sous le régime du Plan de Colombo a porté nos exportations en Birmanie à quelque \$800,000 pendant les neuf premiers mois de 1959. Pour toute l'année 1958, le total n'avait été que de \$957,000, et le tiers de ce montant provenait de la vente de trois avions au gouvernement birman. Les exportations de pièces d'automobiles qui ont atteint une valeur de \$273,000 en 1958 ont été minimales en 1959, du fait que les camions militaires de fabrication canadienne fournis à la Birmanie pendant la guerre et subséquemment transformés en autobus ou autres moyens de transport disparaissent peu à peu.

En 1959, les produits canadiens énumérés ci-après ont fait leur pre-

mière apparition, du moins depuis quelques années, sur le marché birman ou y ont été vendus en quantités accrues: le papier à titres et à lettres, les tracteurs et les pièces de tracteurs agricoles, les moteurs hors bord, l'outillage et les pièces d'outillage minier, les matières plastiques et les préparations médicinales. En 1959, la Birmanie a aussi acheté au Canada de plus fortes quantités de pièces d'avions.

Perspectives commerciales

Au cours des dernières années, le marché birman n'a pas offert de bien grandes possibilités aux exportateurs canadiens. Aujourd'hui, les perspectives s'améliorent mais il ne faut pas encore compter sur des ventes très considérables. Les produits dollars ne sont assujétis à aucune mesure d'exception; toutefois, les produits exportés par le Japon au titre de réparations de guerre et ceux qui proviennent des pays *clearing* jouissent d'un traitement spécial du point de vue des licences.

Les sociétés canadiennes de technogénie qui désirent faire affaires avec cette partie du monde y trouveront certaines possibilités qui méritent d'être explorées. Les modes de paiement sont souvent le principal obstacle mais si on peut arriver à des conditions acceptables, le commerce est possible. Les fournisseurs de l'Union soviétique, de la Grande-Bretagne et de l'Europe continentale livrent une concurrence acharnée dans le domaine de l'outillage et du matériel industriels.

La télévision en Inde

Avec l'inauguration d'un poste émetteur à New Delhi, vers la fin de 1959, l'Inde est devenue le premier pays du Sud-Est asiatique doté d'un réseau de télévision. La première émission a duré 90 minutes. Des milliers de personnes, groupées autour d'appareils qui avaient été installés dans des endroits publics de Delhi et des environs, ont pu voir cette émission qui comprenait du ballet, du théâtre, du chant et des films.

Le poste, aménagé par la "All India Radio", a un transmetteur de 500 watts et 4 caméras. On compte offrir deux émissions par semaine dans un rayon de 12 milles.

Indonésie

Cette jeune république reste aux prises avec de graves difficultés économiques accentuées par une pénurie de devises étrangères, l'inflation et de fortes dépenses militaires. Nos ventes à ce pays comprennent surtout des matières premières industrielles, de l'outillage de production et des pièces de rechange.

M. M. B. BLACKWOOD, *Secrétaire commercial à Djakarta.*

EN 1959, la situation commerciale n'a été guère meilleure que l'année précédente en Indonésie et le pays est resté aux prises avec de graves difficultés économiques. A cause des campagnes qu'il a fallu entreprendre contre les rebelles de Sumatra et du Nord de Célèbes, les dépenses militaires sont demeurées considérables. Le maintien des forces armées a absorbé le tiers au moins des recettes en devises étrangères qu'il a fallu consacrer à l'importation de matériel et une proportion égale du budget des dépenses. Ainsi les devises étrangères affectées aux importations normales ont été rares et les Indonésiens ont dû se priver de plusieurs produits.

Réforme monétaire

Vers la fin d'août, l'inflation était rendue au point que le gouvernement a annoncé un programme de réforme monétaire. Afin de réduire la monnaie en circulation, la valeur des billets de banque de fortes coupures a été abaissée de 90 p. 100 et tous les soldes bancaires de plus de 25,000 rupiahs (environ 800 dollars du Canada) ont été bloqués. Le régime des certificats B.E. qui s'appliquait auparavant aux importations et aux exportations a été aboli et le cours du change établi à 45 rupiahs au dollar des États-Unis. Les surtaxes visant les importations ont été remplacées par des droits allant jusqu'à 200 p. 100, selon le degré de nécessité des produits en cause. Les exportations ont été assujéties à un droit de 20 p. 100.

Cette réforme a réduit de près du tiers la monnaie en circulation. Toutes les entreprises commerciales

ont souffert d'une pénurie de capitaux d'exploitation et le commerce d'exportation et d'importation a été paralysé pendant quelques semaines, jusqu'à ce que les maisons d'affaires aient pu obtenir des crédits du gouvernement. Il a donc fallu remettre de fortes sommes d'argent en circulation et il est probable que d'ici quelque temps on en sera revenu au montant d'avant la réforme. L'Indonésie prévoit pour 1960 un déficit de deux milliards de rupiahs, qui, sans doute, contribuera à maintenir l'inflation.

Aide étrangère

L'aide étrangère continue de jouer un grand rôle dans le relèvement économique et les travaux de mise en valeur du pays. Les autorités recherchent surtout des prêts de cinq à dix ans à faibles taux d'intérêt. Au nombre des pays qui ont ainsi consenti des prêts et des crédits, mentionnons les États-Unis, l'Union soviétique, la Chine communiste, le Japon, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, l'Italie et la France.

Au cours des derniers mois de 1959 presque toutes les anciennes sociétés et entreprises hollandaises ont été nationalisées ou tout au moins assujéties à une forme quelconque de réglementation gouvernementale. Les cinq principales maisons de commerce hollandaises ont reçu des noms indonésiens et, avec trois sociétés d'État, elles forment aujourd'hui ce qu'on est convenu d'appeler les "huit" sociétés commerciales officielles. Celles-ci ont le monopole de l'importation de treize produits indispensables: riz,

farine de blé, coton brut, batiste, filés à tisser, textiles, papier, ciment, engrais chimiques, tôle, fer et fil métallique pour béton armé, jute et sacs en gunny (en jute) et clous de girofle.

Vers la fin de l'année, ces huit sociétés jouaient un rôle de plus en plus important dans presque tous les secteurs du commerce. Diverses sociétés nationales secondaires devront sans doute abandonner le commerce d'importation et d'exportation et se constituer grossistes et distributeurs pour le compte des sociétés de l'État. Cependant, un certain nombre des principales maisons nationales continueront vraisemblablement à prendre une part active au commerce extérieur.

Des licences sont exigées pour toutes les importations, qui sont classées en trois catégories: produits indispensables, produits mi-indispensables et produits non indispensables. Comme la plupart des biens de consommation entrent dans la dernière de ces catégories, les importations en ont pratiquement cessé. Les devises étrangères requises pour le paiement des achats à l'étranger sont attribuées trimestriellement. Les demandes de licences sont étudiées minutieusement du point de vue du prix, de la qualité minimum et des délais de livraison. L'offre étrangère qui remplit le mieux ces conditions est acceptée et aucune licence n'est accordée à l'égard des produits des autres fournisseurs étrangers, à moins qu'ils ne soumettent d'autres offres plus intéressantes.

Au cours des dix premiers mois de 1959 le Canada a exporté en Indonésie surtout du sulfate d'ammonium (\$241,095), des limes et râpes (\$129,819), des automobiles pour le transport des marchandises et des voitures de tourisme (\$106,-

COMMERCE DU CANADA AVEC L'INDONÉSIE

	Ventes à l'Indonésie	Achats en Indonésie
1957	\$1,633,330	\$964,807
1958	1,694,703	230,628
1959 (10 mois)	941,858 (7 mois)	90,461
1958 (10 mois)	1,370,479 (7 mois)	153,698

Source: Bureau fédéral de la statistique.

328), des feuilles et bandes d'acier (\$90,152), des moteurs et des pièces de moteurs marins (\$84,619), des fibres d'amiantes (\$74,865), des produits pharmaceutiques et chimiques (\$56,079) et des pièces d'automobiles (\$43,366). Tous ces articles sont classés comme produits indispensables. Nos importations en provenance de l'Indonésie ont compris notamment du caoutchouc brut, du thé, des épices et des gommes.

Tant que la situation économique ne s'améliorera pas sensiblement en Indonésie, nos exportations se limiteront surtout aux matières premières industrielles, à l'outillage de production et aux pièces de rechange. L'Indonésie ne saurait assurer à nos exportateurs un volume de commerce considérable mais elle offre, dans certains domaines, des possibilités qu'il ne faudrait pas négliger. ●

Philippines

Les Philippines, pays foncièrement agricole, s'acheminent vers l'industrialisation; l'établissement de nouvelles usines fournira des possibilités intéressantes aux exportateurs canadiens de matières premières telles que produits chimiques, métaux et minéraux.

M. R. H. GAYNER, *Vice-consul et délégué commercial adjoint à Manille.*

L'ÉCONOMIE des Philippines est fondamentalement agricole; la plupart des 23 millions d'habitants s'adonnent à la culture du riz, du maïs, de la noix de coco, du sucre, du tabac, du chanvre et du manioc, ou encore à la pêche. Les îles suffisent à une bonne partie des besoins alimentaires locaux mais elles ont toujours été obligées d'importer du riz, du poisson et d'autres aliments. En 1958, grâce à des conditions atmosphériques favorables et aux mesures prises par le gouvernement en vue d'améliorer les méthodes de culture et d'encourager l'emploi des engrais chimiques, la production du riz a pour la première fois depuis 1910, dépassé la consommation. Pour la campagne en cours, on prévoit un plus fort excédent encore. Jusqu'ici, les exportations ont atteint 2,400 tonnes métriques et, à moins d'une nouvelle rareté sur le marché intérieur, 36,000 tonnes seront expédiées plus tard.

En plus d'encourager l'agriculture, les Philippines, à l'exemple d'autres pays sous-développés, cherchent par tous les moyens à favo-

riser l'établissement de nouvelles industries et à diversifier leur économie. Le chômage pose un grave problème mais le petit nombre d'ouvriers spécialisés et d'hommes de métier que l'on trouve sur place sont bien organisés et bien rémunérés, ce qui contribue à augmenter le coût de la main-d'œuvre.

Comparé à celui qui existe dans d'autres pays asiatiques, le coût de la vie est élevé et les pénuries provoquées par la réglementation des importations exercent sur les prix une pression inflationniste. Cette tendance est accentuée par le financement de l'administration au moyen des ressources de trésorerie.

Mouvement du commerce

Afin de faire contrepoids à la pénurie de devises étrangères et à la grande demande d'articles de luxe et de biens de consommation, les autorités réglementent rigoureusement les importations. En conséquence, durant le premier semestre de 1959, les achats à l'extérieur du pays n'ont été que de 234.3 millions de dollars des États-Unis, selon la



La fibre de Manille occupe une place importante dans le commerce des Philippines avec le Canada. Au cours du premier semestre de 1959, elle s'est classée au deuxième rang. On voit ici, dans une usine de conditionnement, une machine qui enlève la partie inutilisable de l'abaca, laissant la fibre intacte.

statistique publiée par la Banque Centrale des Philippines, ce qui représente un fléchissement de 49.1 millions au regard du chiffre correspondant de 1958.

Pendant la même période, les exportations se sont accrues de 39.2 millions de dollars pour atteindre 269.5 millions grâce notamment à des ventes accrues de billes et de bois de construction, de minerai de chrome, de minerai de cuivre, d'abaca (chanvre de Manille) et d'ananas en boîtes. Le coprah, un des principaux produits d'exportation des îles, a rapporté 56.9 millions de dollars, soit à peu près autant que durant la période correspondante de 1958 mais, dans le cas du sucre, dont les exportations se sont établies à 68.3 millions, il y a eu baisse de 4 millions.

Les ventes au Canada, pendant cette période, se sont ressenties de la fermeture en 1958 d'une usine de conditionnement de Vancouver, autrefois importatrice de coprah philippin. En outre, les Philippines n'ont expédié aucun minerai de chrome au Canada, du moins jusqu'à la fin d'août. La balance du commerce canado-philippin penche fortement en faveur du Canada, soit dans la proportion de 4.5 à 1 en 1957 et de 6.6 à 1 en 1958.

Le redressement de la balance commerciale, dans son ensemble, a

incité le public à réclamer avec plus d'insistance encore un adoucissement des restrictions aux importations, mais sur ce point les dirigeants philippins se montrent extrêmement prudents. Le solde actif des échanges commerciaux a permis à la Banque Centrale de s'acquitter d'une partie de sa dette envers le Fonds monétaire international et de rembourser les prêts à court terme que lui avaient consentis certaines banques des États-Unis l'an dernier. En réalité, les réserves de devises étrangères de la Banque Centrale ne se sont guère écartées du niveau de 135 à 145 millions de dollars américains du début de 1958 jusqu'au mois d'août 1959; au cours de ce mois le gouvernement des États-Unis a versé aux Philippines la somme de 23.86 millions de dollars qui leur revenait à la suite de la dévaluation du dollar américain en 1934. Ainsi, le 18 novembre 1959, les réserves de la Banque Centrale en dollars américains s'établissaient à 167.26 millions, ou à 22 millions de plus que le montant de 145.3 millions en cause le 31 décembre 1958.

Au cours de sa première session, le Congrès a adopté un projet de loi imposant une prime ou droit de 25 p. 100 sur les opérations de change. Le gouverneur de la Banque Centrale a proposé cette mesure

comme moyen de freiner la demande de devises étrangères, de réduire le pouvoir d'achat et d'accroître les recettes publiques. La loi autorisait un maximum de 40 p. 100 mais le Président l'a réduit à 25 p. 100 sous la pression d'une violente opposition. La Banque Centrale n'a pas caché sa déception à l'égard de cette réduction et il est encore question de revenir à 40 p. 100. Les autorités de la Banque soutiennent que cette mesure a sensiblement contribué au fléchissement des importations au cours du troisième trimestre de 1959.

"Les Philippines d'abord"

La mise en œuvre du programme "les Philippines d'abord" a quelque peu modifié le courant des importations. Certaines maisons d'importation étrangères bien établies dans l'archipel se voient restreintes dans leurs achats à l'étranger alors que de nouvelles sociétés philippines d'importation et de ventes obtiennent une part de plus en plus grande du marché. En outre, la tendance des autorités à accorder des contingents de dollars aux producteurs plutôt qu'aux importateurs forcera les maisons d'importation à passer du rôle de distributeurs à celui d'acheteurs.

Les produits canadiens traditionnellement importés par les Philippines sont la farine de blé, les en-

ACHATS CANADIENS AUX PHILIPPINES

(en milliers de dollars canadiens)

	1957	1958	1959 (6 mois)
Coprah	2,219	753	
Fibre de Manille	529	330	159
Minerais de chrome	493	629	
Ananas en boîtes	348	40	206
Acajou	181	182	115
Autres produits	205	253	150
	3,925	2,187	630

VENTES CANADIENNES AUX PHILIPPINES

(en milliers de dollars canadiens)

	1957	1958	1959 (6 mois)
Farine de blé	10,795	8,701	1,010
Blé		668	1,243
Engrais chimiques	1,470	1,439	302
Papier journal	1,656	878	722
Produits chimiques et pharmaceutiques	59	380	116
Barres, tiges, lingots, tubes et fil de cuivre	703	312	109
Pâte de bois	357	282	598
Outils minier	294	223	142
Autres produits	2,205	1,205	2,023
	17,539	14,088	6,265

grais chimiques, le papier journal, les produits pharmaceutiques et chimiques, les barres, lingots, tiges, tubes et fil de cuivre, la pâte de bois et l'outillage minier. La récente baisse très prononcée des achats de farine de blé indiquée au tableau ci-joint découle des efforts tentés par la république en vue de s'industrialiser. Un premier moulin à farine, pouvant suffire à 30 p. 100 de la consommation normale, est entré en production en 1958; un rajout et un deuxième moulin devaient être prêts à produire dès le début de cette année et on prévoit la construction de trois autres moulins d'ici 1961. C'est dire que le blé de mouture remplacera la farine de blé au premier rang des exportations canadiennes vers les Philippines. Les achats de blé canadien ont commencé en 1958 et ils se sont chiffrés à \$668,596; l'an dernier, ils atteignaient \$1,243,522 à la fin du premier semestre et \$2,193,397 à la fin d'octobre.

Les progrès des Philippines dans la voie de l'industrialisation devaient fournir des possibilités intéressantes aux exportateurs canadiens de matières premières, telles que les produits chimiques, les métaux et les minéraux. De leur côté, les tra-

vaux d'électrification, d'irrigation et de construction exigeront des services techniques. Cependant, la vente de la plupart des biens de consommation finis et des articles de demi-luxe deviendra de plus en plus difficile.

Le Japon, qui a pour lui l'avantage d'un coût de production relativement peu élevé et de la proximité géographique, est un concurrent redoutable. En outre, certaines sociétés nippones, suisses, allemandes et britanniques offrent des crédits à long terme. Les sociétés américaines occupent depuis de nombreuses années une place privilégiée sur le marché philippin; elles jouissent en outre d'une préférence douanière, les produits des États-Unis n'étant soumis qu'à la moitié des droits applicables aux marchandises étrangères en général.

En dépit de la concurrence acharnée et de la réglementation des importations, les producteurs canadiens de matières premières et de machines, de même que les maisons d'ingénieurs, seraient bien avisés d'explorer les possibilités offertes par le marché philippin. Ils constateront que le crédit ne présente aucune difficulté particulière, puisque tous les paiements aux fournisseurs étrangers sont effectués au moyen de lettres de crédit et doivent être approuvés par la Banque Centrale. On exercera toutefois beaucoup de soin et de patience dans le choix de correspondants locaux. Tous ceux qui auraient besoin de conseils ou de renseignements supplémentaires à ce sujet peuvent s'adresser au Consulat général du Canada, boîte postale 1825, à Manille. ●

Formose

Pour peu qu'elle reçoive encore un peu d'aide des États-Unis, que les prix du sucre se maintiennent et qu'elle arrive à attirer davantage des capitaux de placements industriels de l'étranger, Formose a bon espoir d'en arriver à l'indépendance économique d'ici quelques années. Les ventes canadiennes s'établissent à environ 1.2 million de dollars par année.

M. R. H. GAYNER, *Vice-consul et délégué commercial adjoint à Manille.*

FORMOSE, dont la population de plus de dix millions d'habitants s'accroît à raison de 3.5 p. 100 par année, ne saurait subsister sans produire pour l'exportation. Un de ses graves problèmes est la rareté de capitaux. Cependant, son programme d'industrialisation, appuyé par les États-Unis dont l'aide, à l'exclusion de l'assistance militaire, a atteint près d'un milliard de dollars au cours des dix dernières années, a commencé récemment à donner des résultats encourageants, surtout dans les domaines des textiles, de l'aluminium, des produits du bois, de la pâte et du papier ainsi que du ciment. Le tableau ci-contre démontre l'accroissement des expor-

tations de ces produits au cours de l'année dernière.

Aucune statistique n'est publiée sur les réserves des devises étrangères de Formose mais les fonctionnaires du gouvernement sont d'avis que la république atteindra l'indépendance économique d'ici quelques années pourvu que l'aide américaine soit réduite graduellement, que le prix mondial du sucre se maintienne et que l'île réussisse à attirer des capitaux étrangers. Le prix mondial du sucre a fléchi au cours des deux dernières années mais on espère qu'il se maintiendra à son niveau actuel.

Les placements étrangers à Formose, surtout ceux des Chinois

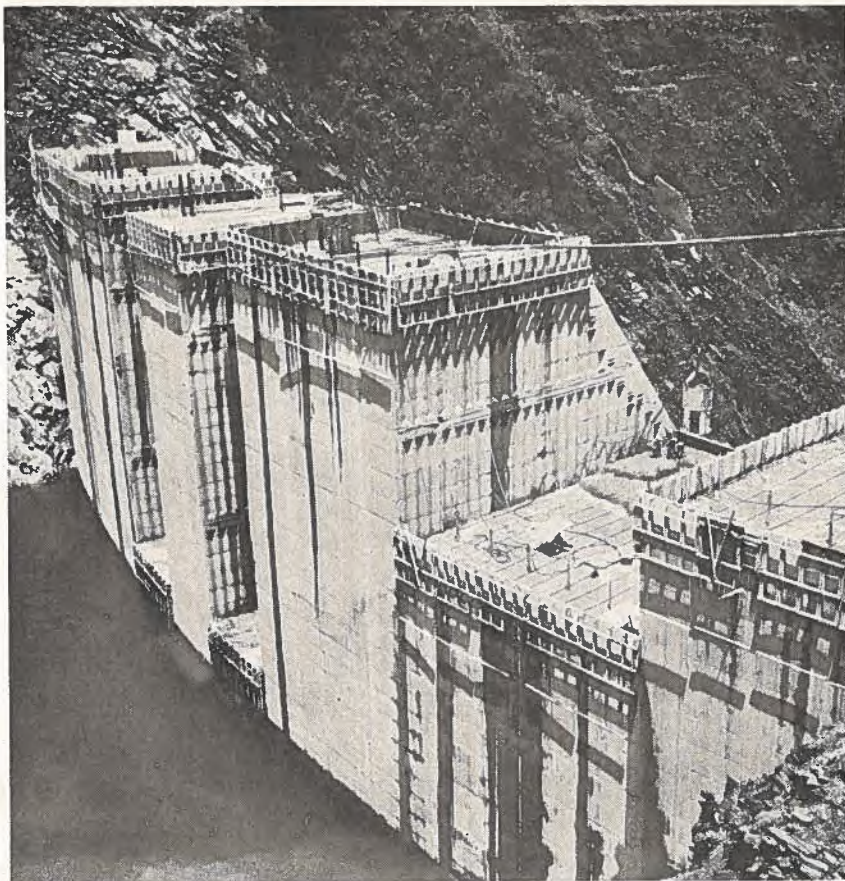
d'outre-mer, augmentent graduellement; le Yuan législatif étudie présentement certains projets de loi visant à accorder des conditions plus favorables aux capitalistes étrangers. Pour l'industrialisation de l'île, le gouvernement compte non seulement sur les capitaux qui pourront venir de l'extérieur mais aussi sur la présence d'une forte population ouvrière, stable et à bon marché, et sur l'abondance et la modicité du coût de l'énergie.

Les principaux produits d'exportation de Formose sont le sucre et le riz qui, en 1958, ont valu à l'île 52 et 17 p. 100 respectivement de ses ventes à l'étranger.

Le programme de relèvement économique de Formose comprend une réglementation sévère des importations. La plupart des achats à l'étranger sont confiés à deux organismes gouvernementaux, le *Central Trust of China* et le *Taiwan Supply Bureau*. Comme la plupart des sociétés de production de Formose sont la propriété exclusive ou du moins partielle du gouvernement, et comme tous les achats sous le régime de l'aide américaine se font par l'entremise du *Central Trust of China*, toutes les commandes de quelque importance passent par ces deux organismes.

La politique du gouvernement vise à maintenir les achats de produits de consommation et d'articles de luxe au strict minimum. Cette ligne de conduite cadre bien avec le régime d'austérité imposé à l'île par la nécessité de demeurer toujours prête à toute éventualité d'ordre militaire et par le besoin d'obtenir des matières premières et des biens-capitaux pour l'expansion de l'industrie.

Le plus important partenaire commercial de Formose est le Japon.



Un programme d'industrialisation est en voie de transformer l'île de Formose. Les travaux d'aménagement hydro-électrique tiennent dans ce programme une place de premier plan. La photographie reproduite ici a été prise au cours de la construction du barrage de Wu-Sheh, haut de 374 pieds, sur la rivière Choshui, dans le centre de Formose. Les travaux de construction sont terminés depuis quelque temps.

En 1958, 46.86 p. 100 des exportations de Formose, évaluées à 164.4 millions de dollars des États-Unis, ont été acheminées vers ce pays qui, au cours de la même période, a fourni 56.38 p. 100 des importations formosanes, d'une valeur de 127.7 millions de dollars des États-Unis. (Le chiffre des importations ne comprend pas un montant de 87.3 millions de dollars financé par les États-Unis.)

Les relations étroites qui existent entre les deux pays sont une conséquence du fait que de 1895 à 1945 Formose a été une dépendance du Japon. A cette époque-là, l'île n'était en mesure de fournir au Japon que des produits agricoles et certaines matières premières. Depuis la guerre, cependant, et surtout depuis l'arrivée du gouvernement nationaliste chinois en 1950, il s'est fait des efforts concertés afin de stimuler l'industrie et de diversifier les exportations.

Le Canada n'a toujours obtenu qu'une part relativement faible du commerce extérieur de Formose. En 1958, nos achats de marchandises se sont établis à \$159,000 et nos ventes à \$1,167,000. Nos exportations comprennent notamment de la

EXPORTATIONS FORMOSANES DE CERTAINS PRODUITS

	Janv.-sept. 1959 (en milliers de dollars des É.-U.)	Augmentation par rapport à janv.-sept. 1958 (Pourcentage)
Textiles	7,786	629
Minerais, métaux et produits métalliques	2,874	153
Produits chimiques	1,698	82
Pâte et papier	1,729	147

EXPORTATIONS CANADIENNES VERS FORMOSE

	1957	1958	6 mois 1959
	(en milliers de dollars canadiens)		
Pâte de bois	599	313	479
Métaux communs	74	259	57
Produits pharmaceutiques et chimiques	26	128	8
Amiante	127	34	14
Malt	108	79	
Whisky	47	67	23
Résines synthétiques	24	70	41
Autres	643	217	199
TOTAL	1,648	1,167	821

IMPORTATIONS CANADIENNES EN PROVENANCE DE FORMOSE

	1957	1958	6 mois 1959
	(en milliers de dollars canadiens)		
Coiffes et formes tricotées	49	48	20
Contre-plaqué		43	248
Mandarines	46	25	
Thé noir	48	16	5
Autres	49	27	53
TOTAL	192	159	326

pâte de bois, des métaux communs, de l'amiante, des produits pharmaceutiques et chimiques et des résines synthétiques.

Étant donné la réglementation des importations et le régime de planification économique, il est peu pro-

bable que la nature de nos ventes à Formose changera d'ici quelques années. L'expérience a prouvé que la meilleure façon de participer au commerce de Formose est de désigner comme agent une personne bien connue du *Central Trust of*

China et du *Taiwan Supply Bureau*. Les hommes d'affaires canadiens que la chose intéresse et qui aimeraient obtenir des conseils sur le choix d'un agent peuvent communiquer avec le Consulat général du Canada, boîte postale 1825, Manille. ●

Règlements visant les importations et les changes en Extrême-Orient

Direction des relations commerciales internationales

NOUS donnons ci-après un résumé des règlements visant les importations et les changes en vigueur dans les pays d'Extrême-Orient.

BIRMANIE

Les importations sont effectuées, soit par des sociétés privées, soit par des sociétés mixtes appartenant à la fois à l'État et à des particuliers. Les importateurs sont inscrits à la Direction des importations et des exportations et classés d'après l'importance et la nature de leur commerce. Une allocation globale de devises étrangères, répartie entre les importateurs particuliers selon la catégorie dans laquelle ils sont inscrits, est accordée à l'égard de l'importation de produits déterminés. Des onze sociétés mixtes, deux importent de l'outillage industriel pour distribution générale et les neuf autres des matières textiles, des denrées alimentaires, des matériaux de construction et de la quincaillerie.

Aux fins de la réglementation des importations, plusieurs licences générales automatiques ont été établies permettant l'entrée libre au pays de produits déterminés,

quelle qu'en soit l'origine. A l'égard des marchandises non comprises dans les licences générales automatiques, des licences particulières sont accordées selon les besoins intérieurs et les disponibilités de devises étrangères. Un importateur titulaire d'une licence peut s'approvisionner où bon lui semble. La durée des licences varie de six à douze mois.

BORNÉO BRITANNIQUE

Le gouvernement du Nord-Bornéo a établi, à compter du 1^{er} juillet 1959, une licence générale automatique permettant les importations en provenance de la zone dollar. Toutefois, certains produits demeurent soumis à la licence particulière, notamment les véhicules à moteur et leurs pièces, les appareils de climatisation, le matériel non ménager de réfrigération et certaines autres catégories de machines et d'outillage industriels.

CAMBODGE

Des licences sont requises pour toutes les importations. Ces licences ont une durée de validité de six mois et la marchandise doit être expédiée avant la date d'expiration. Toutes les importations relèvent du programme spécial et certains articles de luxe comme aussi divers

produits sans intérêt économique sont interdits. Deux fois par an, les autorités, se fondant sur les entrées de devises étrangères, affectent certaines sommes à l'importation de produits déterminés en provenance des zones monétaires appropriées. Certaines importations se font aussi aux termes du programme de l'ACI. On invite périodiquement les importateurs à demander des licences visant l'achat de marchandises énumérées dans des accords de commerce et de paiement conclus avec divers pays. Les achats d'articles de luxe sont financés par un certain pourcentage des recettes obtenues de la vente à l'étranger de produits déterminés.

CHINE COMMUNISTE

En Chine communiste, toutes les importations sont soumises à la licence. Le gouvernement a établi seize sociétés nationales d'exportation et d'importation spécialisées dans certains secteurs particuliers du commerce avec l'étranger. Les licences d'importation sont délivrées automatiquement à l'égard de toutes les commandes données par ces sociétés. Les exportateurs qui désirent faire affaires en Chine communiste doivent écrire directement au siège social et aux succursales des sociétés commerciales officielles à Pékin, Tien-Tsin, Tsing-Tao, Changhaï et Canton ou à leur agent à Hong-Kong, la *China Resources Company*. Dans leurs lettres, ils doivent fournir les détails complets des marchandises ou des services offerts, inclure de trois à six brochures descriptives et, si possible, indiquer les prix C.A.F. ports chinois.

CORÉE DU SUD

Toutes les opérations de change sont soumises à des règlements dont l'application est confiée au ministère des Finances et à la Banque de Corée. Certains produits énumérés peuvent être importés librement, sans licence, mais les importations des articles non compris dans cette liste exigent l'approbation du ministère du Commerce et de l'Industrie. Les marchandises d'importation sont réparties en deux catégories. La première comprend des articles d'usage courant, dont certains biens de consommation, les matières premières indispensables et l'outillage industriel. En règle générale, la licence n'est pas requise et ces produits peuvent être importés jusqu'à concurrence du montant des devises étrangères déposées aux comptes d'importation. Le second groupe est formé d'articles spéciaux ou de produits moins indispensables dont l'importation exige dans chaque cas la licence et dont le paiement doit être effectué, soit au moyen de recettes d'exportation, soit au moyen de devises étrangères spécialement affectées par le gouvernement. Comme la vente des produits de ce dernier groupe est plus rémunératrice, elle est censée stimuler les exportations.

Les importations sous le régime de l'ACI sont soumises à un dépôt d'au-delà de 60 p. 100 à la Banque de Corée ainsi qu'à des règlements spéciaux. La mar-

chandise doit être importée et dédouanée dans les six mois de l'ouverture de la lettre de crédit afférente, peu importe la date d'expiration de cette dernière.

FORMOSE

Toutes les entrées et les sorties de devises étrangères sont soumises à une réglementation de l'État et dirigées par la Commission de contrôle des changes et du commerce du Yuan exécutif. La Banque de Formose est l'unique banque autorisée à effectuer des opérations de change et, sauf mention expresse lors de l'allocation, seules les sociétés d'importation et d'exportation enregistrées peuvent présenter des demandes de devises étrangères. La licence est requise pour toutes les importations. Cette licence comporte automatiquement le droit d'obtenir les devises nécessaires et sa durée varie de six mois à un an. Toute marchandise importée sans licence peut être confisquée.

Depuis le 10 août 1959, il n'existe qu'un seul cours du change à l'égard des importations et des exportations. Il est actuellement de 36.38 nouveaux dollars de Formose par dollar américain à la vente et de 36.08 nouveaux dollars de Formose le dollar américain à l'achat.

HONG-KONG

La licence d'importation n'est requise qu'à l'égard des produits imposables, des produits dangereux ou indésirables, ainsi que des produits frappés de restrictions et des matières d'importance stratégique.

Tous les achats et ventes de devises autres que le sterling et les monnaies rattachées au sterling font l'objet de restrictions. Les devises officielles ne peuvent être obtenues que des banques autorisées. Il existe, cependant, un important marché libre où le dollar est échangé à un cours plus élevé et la plupart des achats en zone dollar sont acquittés en dollars obtenus sur ce marché.

INDONÉSIE

L'Indonésie soumet toutes les importations à une réglementation sévère; seuls les importateurs officiellement reconnus peuvent acheter à l'étranger. Tous les produits sont répartis en six catégories selon leur degré de nécessité. Au moment où il présente une demande de licence, l'importateur doit déposer une garantie de 133½ p. 100 de la valeur c. et f. au pair du change. Lorsque sa demande a été approuvée, il doit obtenir d'une banque de change un contrat de change ou une lettre de crédit au taux fixé par la Caisse de devises étrangères. A son tour, la Banque des changes doit conclure avec la Caisse des devises un contrat portant le montant de devises nécessaires pendant la période de temps prévue. Tous les virements à l'étranger doivent être calculés au cours de vente fixé par la Caisse des devises. En même temps, l'importateur doit déposer également le montant de la surtaxe ou du droit

d'importation qui varie, selon le degré de nécessité des produits visés, de néant, à 25, 50, 100 et 200 p. 100. Lorsque la licence est délivrée, l'importation des produits en cause doit, sous peine de confiscation du dépôt de garantie, s'effectuer dans les délais fixés par l'Institut des changes. A compter du 24 août 1959, le nouveau cours de parité est de 45 rupiahs par dollar des États-Unis.

JAPON

La plupart des importations sont soumises à une licence particulière dont la durée est ordinairement de six mois, mais peut varier selon la catégorie des marchandises en cause. Un budget de devises d'importation est établi semi-annuellement, pour avril à septembre et pour octobre à mars, d'après les prévisions des recettes d'exportation et autres réserves et revenus courants. La plupart des importations commerciales sont admises d'après un des trois régimes ci-après :

(1) *Régime d'approbation automatique*: Sauf pour certains produits, la licence est accordée librement sur demande à la Banque des changes, jusqu'à concurrence de la somme prévue au budget. Ce régime ne fait aucune distinction quant au pays d'origine.

(2) *Régime d'attribution de changes*: Avant de demander une licence, les importateurs doivent obtenir du ministère du Commerce international et de l'Industrie des certificats d'attribution de changes.

(3) *Régime d'attribution automatique* (établi en novembre 1959): Ce régime permet d'obtenir toutes les devises étrangères requises sur simple demande au ministère du Commerce international et de l'Industrie. Il est réservé à différentes catégories de machines et de biens de consommation.

LAOS

Les règlements actuels sont en vigueur depuis le 9 octobre 1958, alors que certaines modifications ont été apportées par décret à la réglementation du commerce et des changes. En vertu de ce nouveau régime, toutes les formalités visant les virements de fonds sont abolies et toutes les importations et les exportations de marchandises sont libérées, sauf dans les cas où l'ordre public peut être en cause. La Banque Nationale est autorisée à acheter et à vendre sans restrictions les dollars américains au taux fixe de 80 kips par dollar. Les banques commerciales et les institutions financières, accréditées auprès de la Banque Nationale, peuvent acheter et vendre toutes monnaies étrangères. Actuellement, la plupart des importations sont financées par l'ACI.

PHILIPPINES

Il n'y a pas de régime de licence d'importation aux Philippines. Toutefois, l'emploi des devises étrangères à des fins d'importation est soumis à l'obtention d'une licence délivrée par la Banque Centrale. Avant chaque période

trimestrielle, le Fonds monétaire, se fondant sur les contingents accordés pour les périodes antérieures, envoie aux banques ou agents autorisés un certificat indiquant le montant de devises étrangères mis à leur disposition. Les demandes de lettres de crédit sont considérées comme des demandes de licences d'achat de devises étrangères pour fins d'importation et des demandes particulières doivent être soumises à l'égard de chaque catégorie de produits. Une lettre de crédit n'est valide que pour une période de six mois à compter de sa date d'établissement et, sauf quelques exceptions, est exigée pour toutes les importations. Les produits étrangers ne peuvent être dédouanés sans la présentation d'un certificat obtenu de la Banque Centrale ou d'une banque autorisée par elle.

SINGAPOUR ET FÉDÉRATION DE MALAISIE

Les gouvernements de Singapour et de la Fédération de Malaisie ont annoncé qu'à compter du 1^{er} août 1959 les produits de la zone dollar peuvent être importés à la faveur de la licence générale automatique, sauf quelques articles dont l'importation reste soumise à une licence particulière.

SUD VIET-NAM

Les opérations en devises étrangères sont soumises à une réglementation et à une surveillance de la part du gouvernement. Aucun produit ne peut être importé sans l'obtention préalable d'une licence qui, d'ordinaire, précise que le paiement doit être effectué contre documents d'expédition. Les produits compris dans la catégorie des articles non indispensables sont assujétis à une surtaxe qui varie selon le genre de devises demandées à la Banque Centrale. La licence autorise le titulaire à acheter des devises étrangères et la période de validité est en fonction du délai de livraison de la marchandise. Une importation sans licence entraîne des peines sévères et la marchandise doit être retournée à l'expéditeur si la licence ne peut être obtenue. En général, les autorités exigent le paiement des marchandises au moyen de lettres de crédit bancaires.

THAÏLANDE

Les importations sont réparties en deux catégories: indispensables et non indispensables. Les produits de la première catégorie sont admis sans licence. Pour les autres, la licence est de rigueur et elle n'est accordée qu'exceptionnellement si le produit ne présente aucune nécessité. Les demandes de licences peuvent, en général, être adressées au ministère des Affaires économiques, autorité reconnue en cette matière. Les demandes d'établissement de lettres de crédit adressées à la Banque de Thaïlande ou à un autre agent autorisé doivent être accompagnées de factures *pro forma*. La douane exige pour sa part un certificat de paiement signé par le négociant autorisé. ●

SERVICES MARITIMES ENTRE LE CANADA ET L'EXTRÊME-ORIENT

POINT DE DÉPART

Côte du Pacifique

Grands Lacs

Saint-Laurent et Atlantique

DESTINATION

Birmanie	American Mail Line	Orient Mid-East Lines	Orient Mid-East Lines
Cambodge	<i>Par Saigon:</i> American Mail Line Java Pacific and Hoegh Lines States Line		<i>Par Saigon:</i> Isthmian Lines Maersk Line
Chine communiste	Transbordement à Hong-Kong	Transbordement à des ports du Royaume-Uni et d'Europe continentale	Transbordement à des ports du Royaume-Uni et d'Europe continentale
Corée du Sud	American Mail Line States Line States Marine Line		<i>Transbordement au Japon:</i> Maersk Line Marchessini Lines
Hong-Kong	American Mail Line Klaveness Line Knutsen Line Nissan Pacific Line Orient and Pacific Lines Pacific Orient Express Line	Iino Lines	Iino Lines Maersk Line Marchessini Lines Mitsui Line
Indonésie	American Mail Line Java Pacific and Hoegh Lines Klaveness Line Knutsen Line		Isthmian Lines Maersk Line
Japon	American Mail Line Nissan Pacific Line N.Y.K. Line Orient and Pacific Lines Pacific Orient Express Line Shinnihon Line States Line States Marine Line Yamashita Line	Iino Lines	Iiono Lines Maersk Line Marchessini Lines Mitsui Line
Laos	<i>Par Saigon:</i> American Mail Line Java Pacific and Hoegh Lines States Line		<i>Par Saigon:</i> Isthmian Lines Maersk Line

	Côte du Pacifique	Grands Lacs	Saint-Laurent et Atlantique
Macao	<i>Par Hong-Kong:</i> American Mail Line Klaveness Line Knutsen Line Nissan Pacific Line Orient and Pacific Lines Pacific Orient Express Line	<i>Par Hong-Kong:</i> Iino Lines	<i>Par Hong-Kong:</i> Iiono Lines Maersk Line Marchessini Lines Mitsui Line
Malaisie	American Mail Line Java Pacific and Hoegh Lines Klaveness Line Knutsen Line		Isthmian Lines Maersk Line
Philippines	American Mail Line Java Pacific and Hoegh Lines Klaveness Line Knutsen Line Maritime Co. of the Philippines Ltd. Orient and Pacific Lines Pacific Orient Express Line States Line		Isthmian Lines Maersk Line Marchessini Lines
République de Chine (Formose)	Java Pacific and Hoegh Lines States Line States Marine Line		Maersk Line Marchessini Lines
Singapour	American Mail Line Java Pacific and Hoegh Lines Klaveness Line Knutsen Line Nissan Pacific Line	Orient Mid-East Lines	Isthmian Lines Maersk Line Marchessini Lines Orient Mid-East Lines
Sud Viet-nam	American Mail Line Java Pacific and Hoegh Lines States Line		Isthmian Lines Maersk Line
Thaïlande	Knutsen Line States Line		Isthmian Lines Maersk Line Marchessini Lines

Sarawak, Nord-Bornéo, Brunei aucun service maritime direct des ports canadiens de l'Atlantique et du Pacifique. Transbordement, à Singapour ou à Hong-Kong.

Sociétés maritimes

American Mail Line
Iino Lines
Isthmian Lines

Agents

Canadian Blue Star Line, Vancouver
Federal Commerce and Navigation Co., Montréal et Toronto
Amalgamated Exporters Co. (Canada) Ltd., Montréal

Sociétés maritimes

Java Pacific and Hoegh Lines
Klaveness Line
Knutsen Line
Maersk Line
Marchessini Lines
Maritime Co. of Philippines Ltd.
Mitsui Line
Nissan Pacific Line
N.Y.K. Line
Orient and Pacific Lines
Orient Mid-East Lines
Pacific Orient Express Line
Shinnihon Line
States Line
States Marine Lines
Yamashita Line

Agents

Dingwall Cotts & Co., Vancouver
Balfour Guthrie & Co., Vancouver
Johnson, Walton Steamship Ltd., Vancouver
Robert Reford Co., Montréal
Sealakes Shipping, Montréal
Furness, Withy Co., Vancouver
Montreal Shipping Co., Vancouver
Kingsley Navigation Co., Vancouver
B. W. Greer & Son Ltd., Vancouver
Union Steam Ship Co. of New Zealand, Vancouver
North American Shipping Agency Ltd., Montréal
Empire Shipping Co., Vancouver
Balfour Guthrie & Co., Vancouver
Dodwell & Co., Vancouver
Pacific Marine Freighters Ltd., Vancouver
North Pacific Shipping Co., Vancouver



Argentine

ABOLITION DU VERSEMENT PRÉALABLE.—Le président de l'Argentine a approuvé un décret portant abolition des dernières exigences qui restaient en matière de dépôt préalable à l'égard des importations de l'Argentine. Jusque-là les produits qui n'étaient pas compris dans l'une des six catégories d'importation étaient assujétis à une surtaxe douanière de 300 p. 100 et à un dépôt préalable de 500 p. 100 de la valeur C. et F. augmentée de la surtaxe. Les voitures automobiles étaient soumises à ce dépôt de 500 p. 100 de la valeur C. et F. Les articles importés aux termes de lettres de crédit confirmées, délivrées avant la dernière dévaluation, étaient assujétis à des dépôts préalables de 150 ou de 300 p. 100 de la valeur C. et F. augmentée d'une surtaxe de 40 p. 100.

FÉVRIER 1960

Règlements douaniers et commerciaux

Ces versements préalables sont maintenant abolis et les dépôts versés seront remboursés immédiatement.

Aucune modification n'a été apportée aux surtaxes douanières applicables à certaines catégories de produits importés; elles varient de 20 à 300 p. 100 selon le degré de nécessité du produit, déterminé par le gouvernement.

Australie

ADOUCISSEMENT DES RESTRICTIONS À L'IMPORTATION.—Le gouvernement d'Australie a annoncé dernièrement d'autres mesures en vue d'abolir la disparité de traitement à l'égard des produits dollars et d'atténuer de façon générale les restrictions à l'importation.

L'inégalité de traitement à l'égard du bois de construction, des feuilles de placage, des contre-plaqués et d'un certain nombre de biens de consommation

importés de la zone dollar est supprimée en Australie depuis le 1^{er} décembre 1959. Le Canada sera donc placé sur un pied d'égalité avec les pays sterling et d'autres pays en dehors de la zone dollar à l'égard de toutes ses exportations vers l'Australie, sauf celles de véhicules automobiles, de la plupart des textiles et de quelques autres biens de consommation. Le gouvernement australien a également annoncé que la disparité de traitement à l'égard des véhicules automobiles importés de la zone dollar disparaîtra le 1^{er} octobre 1960.

Depuis le 1^{er} décembre 1959, le maximum fixé pour les importations globales en Australie est porté de 850 à 875 millions de livres australiennes. La réglementation a été atténuée dans le cas de la plupart des produits encore assujétis aux restrictions. Seize autres matières premières industrielles sont maintenant exemptes des licences d'importation et 48 autres articles industriels peuvent être importés plus librement. Presque tous les contingents d'importation ont été augmentés de 5 p. 100. Beaucoup de produits qui intéressent le Canada sont contingentés, particulièrement les produits ouverts.

Le gouvernement d'Australie a en outre annoncé qu'après le 1^{er} avril 1960 les licences visant les importations de bois d'œuvre seront accordées plus librement. L'Australie est un important acheteur de bois d'œuvre canadien: au cours des neuf premiers mois de 1959, nos exportations de ce produit vers l'Australie se sont élevées à 4.6 millions de dollars, soit plus de 10 p. 100 de nos ventes globales à ce pays.

On peut obtenir d'autres renseignements au sujet de la libération en s'adressant à la Direction des relations commerciales internationales du ministère du Commerce.

Ceylan

LIBÉRATION DES IMPORTATIONS D'ALIMENTS INDISPENSABLES.—Voulant favoriser une réduction du coût de la vie, le gouvernement a levé les restrictions visant l'importation d'un grand nombre de produits alimentaires indispensables. On a constaté que l'application par les entreprises commerciales privées des restrictions à l'importation d'aliments indispensables comme le riz, les doliques, le poisson des Maldives et autres denrées contribuait à créer de fausses disettes et à hausser les prix. On compte maintenant que la libération de certaines importations facilitera le commerce et fera tomber les prix. Le ministre du Commerce est en voie d'apporter d'autres modifications au régime d'importation.

Éthiopie

MODIFICATIONS AUX RÈGLEMENTS D'IMPORTATION.—Dans trois avis aux importateurs publiés par l'Office de contrôle des changes le 29 août, le 1^{er}

et le 29 septembre 1959 respectivement, le contrôleur adjoint aux changes de la banque d'État de l'Éthiopie a annoncé certaines modifications aux règlements d'importation.

Aux termes des règlements présentement en vigueur, aucune licence d'importation n'est requise, mais l'importateur doit se procurer une licence de change pour effectuer le paiement de produits qu'il achète à l'étranger; il doit faire sa demande avant de dédouaner ses marchandises. Les licences visant le change sont accordées librement pour toutes les marchandises et denrées; elles sont délivrées par l'Office de contrôle des changes, une division de la banque d'État de l'Éthiopie.

Selon l'avis publié le 1^{er} septembre, les importateurs doivent maintenant obtenir de la banque d'État de l'Éthiopie la licence de change étranger requise avant de passer des commandes de marchandises à l'étranger. Cette licence ne sera délivrée que pour le paiement en devises du pays d'origine de ces produits.

L'avis du 29 août porte que les licences de devises étrangères destinées à acquitter le paiement de produits énumérés dans la liste annexée à l'avis ne seront autorisées et délivrées qu'après le versement à la banque d'État de l'Éthiopie d'un dépôt en dollars éthiopiens équivalant à 100 p. 100 de la valeur des produits importés. Ces dépôts peuvent être retirés seulement pour effectuer le paiement des importations désignées de la façon prescrite ou lorsque la licence de change étranger est annulée.

Au nombre des marchandises assujéties au dépôt de 100 p. 100 figurent:

Les vêtements, les tissus en laine, les couvertures en laine, le fil de coton, les filés de coton, les articles en coton (sauf les filés), les coutils en coton, les tissus en coton, les cordages en coton, les tissus de coton écru, les croisés en coton écru, blanchi ou teint, l'alcool en vrac, les céréales brutes, les poissons de toutes sortes, les fruits en boîtes, les produits comestibles en boîtes, les graisses comestibles, les confitures et gelées, le lait évaporé, condensé et en poudre, les préparations de cacao, le macaroni, les marmelades, les spiritueux, le jus et les extraits de tomates, les légumes frais ou conservés, la pâte de froment, la farine de toutes sortes, les bicyclettes, les motocyclettes, les voitures automobiles autres que pour fins industrielles, les articles en matières plastiques sauf pour usages industriels, les appareils de radio et pièces de rechange, les poêles, fourneaux de cuisine pour la cuisine ou le chauffage, les montres.

L'avis en date du 29 septembre stipule qu'on n'accordera pas de devises étrangères à l'égard de l'importation des articles en coton écru, des filés, des sacs en gunny, du sucre, de l'alcool en vrac, des chaussures en cuir et de la bière pendant six mois à compter du 1^{er} octobre, ou jusqu'à nouvel avis.

On peut obtenir la liste complète des produits visés par l'avis de l'Office de contrôle des changes du 29 août 1959 en s'adressant à la Division de l'Asie et du Moyen-Orient, Direction des relations commerciales internationales, Ministère du Commerce, Ottawa.

L'Imprimeur de la Reine
OTTAWA

En cas de non-livraison renvoyer à:
L'Imprimeur de la Reine, Ottawa, Canada

